



# LE GECAM A SON PREMIER CONSEIL D'ADMINISTRATION

## Tout sur l'AGE et les 1<sup>eres</sup> actions du C.A.

### Actualité

- Secteur de l'électricité au Cameroun, les entreprises broient du noir
- Impact of rising fuel prices on the Cameroon's economy

### Tableau de bord de l'économie du 4<sup>ème</sup> trimestre 2023

- Une reprise hypothétique

**CANAL+**

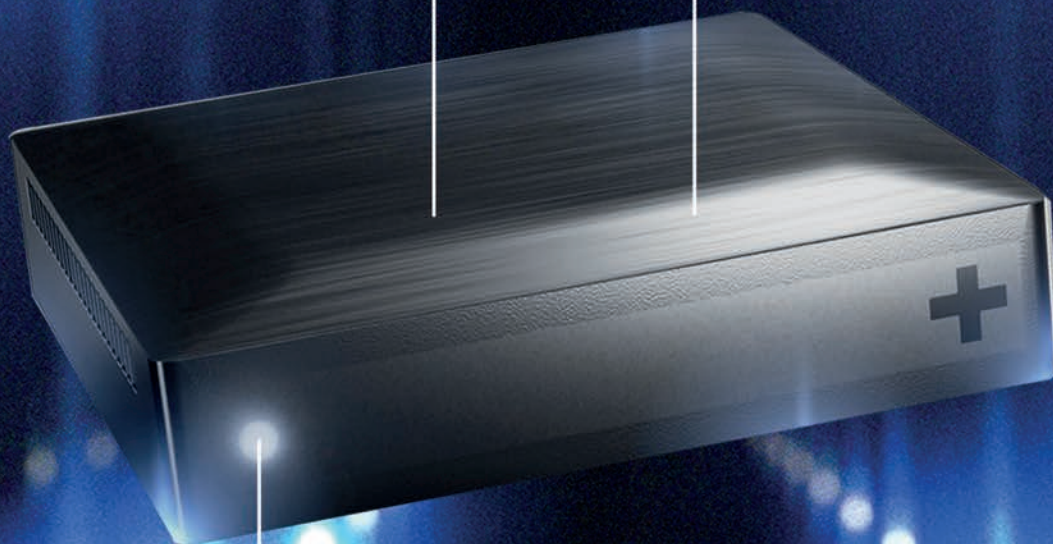
**NOUVEAU**

**DÉCODEUR CONNECTÉ**

**LA NOUVELLE EXPERIENCE CANAL+**

UNE EXPERIENCE  
**FLUIDE ET IMMERSIVE**

+ DE 50 000  
**PROGRAMMES EN REPLAY**



**CONTROLE DU DIRECT**  
JUSQU'A 8 HEURES EN ARRIERE

 **85 56**  
COÛT D'UN APPEL LOCAL  
SELON VOTRE OPERATEUR

 **CANAL+ CAMEROUN**



## GECAM POUR UNE FONDATION EN BÉTON : LE TEMPS DE L'ACTION

Par **Célestin TAWAMBA**, Président du GECAM

Très chers Adhérents, le moment était historique et vous avez répondu présent de la plus belle des manières. Le plébiscite à la liste et au programme que nous vous avons soumis a reçu votre assentiment sans appel. L'heure n'est donc non plus à la campagne et à la justification, mais à l'action, à la mise en œuvre du programme «le GECAM pour une fondation en béton».

Investis de la légitimité par le suffrage, il nous incombe, dès à présent, de mobiliser toutes nos énergies, pour qu'aujourd'hui soit mieux qu'hier, et pour que demain soit encore meilleur, pour apporter des solutions concrètes aux difficultés que vivent les TPE, les PME, les GE et même les TGE.

Prenant la pleine mesure de vos nombreuses inquiétudes et attentes légitimes que vous nourrissez dans notre capacité à faire bouger rapidement les lignes au regard du contexte socioéconomique rude et de l'immobilisme ressentis dans l'action publique, je tiens vous réitérer les engagements qui devront fonder notre mandature :

- **Le service** à l'endroit de vous les Adhérents sera le principe fondamental de notre action. Dans cette perspective, vous serez en droit d'espérer une écoute plus assidue de vos préoccupations, doléances et observations pour une offre de service personnalisée, de qualité et innovante qui tienne compte de vos spécificités de manière à vous sentir effectivement accompagnés et protégés quand cela sera nécessaire. Nous devons donc, par la pertinence de nos propositions, anticiper les réformes et ne pas hésiter à critiquer les mesures qui n'auront pas pour effet direct et immédiat de favoriser la croissance en intensifiant son rythme.

- Le second engagement est celui de **l'héritage** que nous entendons laisser à la postérité. Fort de ce que le chemin parcouru à date est le résultat de l'engagement de nos prédécesseurs, et nous ne dérogerons pas à cette dynamique, au contraire, nous comptons être encore plus engagés dans la construction d'une dynamique irréversible vers l'amélioration de l'environnement économique pour contribuer à l'épanouissement de l'entreprise.

Les ambitions que nous nourrissons pour l'action patronale impliquent donc sur le plan opérationnel :

- Envers notre partenaire majeur qu'est l'État, le renforcement du droit d'ingérence dans la formulation et la mise en œuvre des politiques publiques. Pour cette raison, le renforcement du dialogue public privé sera une priorité pour aborder les questions relativement notamment à la politique fiscale, l'accompagnement institutionnel des investisseurs, la formulation de la Loi des Finances, etc.
- Envers vous les Adhérents, une refondation de notre organisation et de notre cadre organique pour une Direction Exécutive qui soit plus proactive et apte à adresser les problématiques ponctuelles et structurelles de notre environnement socioéconomique et des entreprises avec plus d'efficacité et de pertinence.

La tâche est certes ardue, mais bien dans nos possibilités. « Seul, on va plus vite, mais ensemble, on ira plus loin ». Je vous invite donc à accompagner le Conseil d'Administration à vous servir de la meilleure des manières à travers vos contributions diverses.

Thèmes		Nombre de jours	Date	Montants
01	Le comité carrière, un outil stratégique pour la performance	02	22 - 23 juillet	75 000 - 150 000
02	Comment conduire une mission d'audit interne ?	02	30 - 31 Juillet	75 000 - 150 000
03	Définir et mettre en place une stratégie digitale efficace	02	15 - 16 Août	75 000 - 150 000
04	Passations des marchés publics : Formation pratiques sur les documents types.	02	29 - 30 Août	75 000 - 150 000
05	Passations des marchés publics : Gestion des risques liés au marché.	02	12 - 13 Septembre	75 000 - 150 000
06	Management des partenariats publics privés	02	26 - 27 Septembre	100 000 - 200 000
07	Gestion des temps et priorités en Entreprise.	02	09 - 10 Octobre	75 000 - 150 000
08	Elaboration budgétaire	02	24 - 25 Octobre	75 000 - 150 000
09	Comment sécuriser les données contre les cybers attaques	02	07 - 08 Novembre	75 000 - 150 000
10	Management de la qualité	02	21 - 22 Novembre	75 000 - 150 000
11	Arrêté des états financiers en SYSCOHADA	02	05 - 06 Décembre	75 000 - 150 000
12	Maitriser le montage et la revue fiscale de la DSF	02	12 - 13 Décembre	75 000 - 150 000
13	Méthodologie d'élaboration du manuel de gestion administrative, comptable et financière	02	19 - 20 Décembre	75 000 - 150 000



## FOR A CONCRETE FOUNDATION : TIME FOR ACTION

By Célestin TAWAMBA, President of GECAM

Dear Members, it was a historic moment, and you responded in the best way. The endorsement of the list and the program we presented to you received your unequivocal approval. Therefore, it is not the time for campaigning and justification, but for action, for the implementation of the «GECAM for a Concrete Foundation» program.

Having been vested with legitimacy through the ballot, it is now our responsibility to mobilize all our energies so that today be better than yesterday, and tomorrow is even more better, to provide concrete solutions to the challenges faced by SMEs and Major companies.

Fully understanding your concerns and legitimate expectations regarding our ability to move quickly given the harsh socio-economic context and the perceived stagnation in public action, I wish to reiterate the commitments that will underpin our term:

- Service to our Members will be the fundamental principle of our action. In regard to this, you are entitled to expect us to listen more attentively to your concerns, grievances, and observations and to offer you a personalized, high-quality, and innovative service that takes into consideration your specific needs, so that you feel effectively supported and protected when necessary. Therefore, through the relevance of our proposals, we must anticipate reforms and not hesitate to criticize measures that do not have the direct and immediate effect of promoting growth by accelerating its pace.

- Secondly, we intend to leave legacy for posterity. Drawing strength from the fact that the path we have traveled to date is the result of the commitment of our predecessors, we will not deviate from this dynamic; on the contrary, we intend to be more committed to building an irreversible dynamic towards improving the economic environment to contribute to the flourishing of businesses.

The ambitions we hold for employers' action therefore imply, on an operational level:

- Towards our major partner, the State, strengthening the right to intervene in the formulation and implementation of public policies. For this reason, strengthening public-private dialogue will be a priority to address issues such as fiscal policy, institutional support for investors, the formulation of the Finance Act, etc.





- For our Members, a reorganization of our organization and our organic framework for an Executive Management that is more proactive and capable of addressing the specific and structural challenges of our socio-economic environment and businesses with greater efficiency and relevance.

The task is certainly daunting, but well within our capabilities. «Alone we go faster, but together we go further.» Therefore, I invite you all to support the Board of Directors in serving you in the best possible way through your various contributions.



### Abonnez-vous à votre trimestriel d'information

[www.legecam.cm](http://www.legecam.cm) ©

@legecam    



**Célestin TAWAMBA,**  
Président du Conseil d'Administration



**Protais AYANGMA AMANG,**  
Vice-président du Conseil d'Administration



**Mme Gwendoline ABUNAW**  
Administratrice



**M. Stéphane DESCAZEAUD**  
Administrateur



**M. Perrial Jean NYODOG**  
Administrateur



**Mme Mitwa NG'AMBI**  
Administratrice



**Dr Antoine NDZENGUE**  
Administrateur



**M. Christian FOSSO**  
Administrateur



**M. Amine Homman LUDIYE**  
Administrateur



**M. Ahmadou SARDAOUNA**  
Administrateur



**M. Jean Faustin NGUEYEP**  
Administrateur



**Mme Laure KENMOGNE**  
Administratrice



**M. Adamou SIDDIKI**  
Administrateur



**M. Hayssam EL JAMMAL**  
Administrateur



**M. Eric ELOUNDOU NGAH**  
Administrateur



**Mme Christiane Carine EKA**  
Administratrice



**M. Gabriel MANIBEN**  
Administrateur



**M. Dominique CORNET**  
Administrateur

# SOMMAIRE

## Editorial

- For a concrete foundation: Time for Action

## Dossier

- AGE DU 09 AVRIL 2024

## Actualité

- Déficit énergétique : l'économie grippée par les délestages et la hausse des prix du carburant

## Tableau de bord de l'économie

- 4<sup>ème</sup> trimestre 2023 : Une reprise hypothétique



# LE BULLETIN *du Patronat*

## LES CINQ CHIFFRES CLES DE LA CONJONCTURE AU 4<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2023

**36,6%**

Ratio des entreprises qui ressentent une hausse du chiffre d'affaires au 4<sup>ème</sup> trimestre en hausse par rapport au trimestre précédent.

**71,8%**

Part des chefs d'Entreprises qui n'observent pas d'amélioration de leur résultats net du trimestre

**81,2%**

Part des entreprises qui citent l'accès à l'électricité comme faiblesse importante.

**79,8%**

Part des entreprises qui citent la mauvaise qualité de télécommunication comme faiblesse importante.

**92,1%**

Part des PME qui citent les délais de recouvrement des créances comme principale faiblesse.



[www.legecam.cm](http://www.legecam.cm)

### DIRECTEUR DE PUBLICATION

Célestin Tawamba

### RÉDACTEUR EN CHEF

Aline Valérie Mbono

### COORDINATION ET SUIVI ÉDITION

Judith NGO KAM

### RÉDACTION

Serge Alain LONANG

Modeste François ESSAMA

Djibring NYAM AHOLA

André Dumas TSAMBOU

Judith NGO KAM

Espoir MBUNGU

Abraham KUATE

### PUBLICITÉ

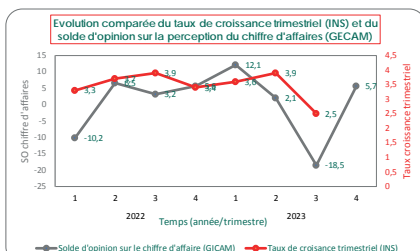
Boris Ngolle

### CRÉDIT PHOTOS

GECAM

### Mise en page

Georges Ibong





## LE CONSEIL D'ADMINISTRATION EN ACTION !

Par Judith NGO KAM, Chef service Communication & Traduction

Le Conseil d'Administration nouvellement élu s'est directement mis au travail pour affirmer la fondation du GECAM selon le programme qui portera le Groupement patronal durant les quatre prochaines années. Tout juste dix jours après la tenue de l'Assemblée Générale Elective, les membres du Conseil d'administration se sont réunis en présentiel et en ligne le 19 avril 2024, au cours une réunion au sortir de laquelle des mesures fortes et innovantes allaient désormais orienter le patronat rénové.

Première réunion, Première rencontre officielle avec la presse. En effet, une conférence de presse a directement suivi la fin des travaux du Conseil. L'occasion a été donnée à la presse nationale et internationale, de poser toutes les questions aussi bien sur le programme que sur l'Assemblée Générale Elective et plus particulièrement les modalités du vote.



**Le 24 avril 2024, conduits par le Président Célestin TAWAMBA les membres du Conseil d'Administration se sont rendus à Yaoundé pour une audience avec le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, Chief Dr Joseph DION NGUTE.**

Le Chef du Gouvernement s'est particulièrement réjoui de la nouvelle vision du patronat unifié dans laquelle sont intégrés tous les maillons du secteur privé, Très grandes et Très petites Entreprises, Entreprises étrangères et Entreprises locales.

Il a engagé le Gouvernement à travailler avec le GECAM dans le but de parfaire les politiques publiques pour l'amélioration des conditions de vie des populations.



A cet effet, le Chef du Gouvernement estime qu'il faut un nouveau paradigme du dialogue public – privé dans lequel le Gouvernement et le Patronat sont deux entités partenaires ayant le même objectif.

Tenant compte des préoccupations soulevées par le Président du GECAM, le Premier Ministre relevé que le chantier des réformes est encore vaste.

Il s'est par conséquent engagé à mettre en place une équipe qui va travailler à la mise en place d'un nouveau cadre de dialogue public privé plus pragmatique.

La sortie officielle du Conseil d'Administration



dans la capitale politique s'est poursuivie le 25 avril 2024 avec une audience accordée au conseil par le Ministre d'Etat, Secrétaire Général de la Présidence de la République Monsieur Ferdinand NGOH NGOH. Cette audience aura été l'occasion pour le Ministre d'Etat de découvrir le programme porté par le tout premier Conseil d'Administration du GECAM. Monsieur Ferdinand NGOH NGOH s'est dit prêt à accompagner davantage le patronat dans la recherche de solutions pérennes pour l'amélioration de l'environnement des affaires, ceci à travers une démarche plus inclusive.

Cette deuxième sortie officielle du Conseil D'administration du GECAM, témoigne son ambition de renforcer le dialogue public-privé.



## PAROLE AUX ADHERENTS

Propos recueillis par Judith NGO KAM, Chef service Communication & Traduction



IRENE NTSAMA, AUL Sarl

Quelle appréciation faites-vous de cette première Assemblée Générale Elective ?

**What is your assessment of this first Elective General Assembly?**

R : J'avoue que quand je suis arrivée, j'étais un peu inquiète, quand on a présenté les candidats. On a dit qu'il n'y avait qu'une seule liste. Mais voyant les candidats, j'étais rassurée parce qu'il y'avait les membres d'ECAM et à la fin, je vous avoue que j'étais ravie parce que la liste que je redoutais est passée. Je sors satisfaite et je sais que ça va de l'avant ; qu'on est bien entouré, bien encadré. Nous sommes sortis avec notre Vice-Président, ce qui me réjouit. De plus, nous avons notre Rach d'Or Food qui fait partie du Bureau, donc je suis ravie.

A: I have to admit that when I arrived, I was a bit worried when the candidates were presented. They said there was only one list. But when I saw the candidates, I was reassured because there were members of ECAM, and in the end I must admit I was delighted because the list I was dreading passed. I leave satisfied and I know that things are moving forward; that we are well surrounded and well supported. We went out with our Vice-President, which I'm delighted about. What's more, we have our Rach d'Or Food on the Board, so I'm delighted.

Quelles sont vos attentes pour le nouveau bureau ?

**What are your expectations of the new Board?**

R : Je voudrais simplement que ça se passe comme le Président l'a si bien dit, qu'on accompagne les petites entreprises que je suis. Déjà on a commencé à nous témoigner cela en nous emmenant à voter, c'est déjà un plus. Ça veut dire que si tout se passe comme prévu, ce sera très bien. En tout cas, vivement que ça se passe comme prévu.

A : I'd just like things to go as the Chairman has so rightly said, that we support the small businesses that I follow. They've already started to show us that by taking us to vote, and that's already a plus. This means that if everything goes according to plan, it will be very good. In any case, I hope it goes according to plan.



Joël KOUNDA NDJABANG,  
L'ATRIUM

Quelle appréciation faites-vous de cette première Assemblée Générale Elective ?

**What is your assessment of this first Elective General Assembly?**

R : L'assemblée Générale était superbe mis à part quelques problèmes d'organisation au niveau des élections mais tout était transparent, les urnes, on a bien vu tout ce qui s'est passé.

A: The General Assembly was superb, apart from a few organisational problems with the elections, but everything was transparent, the ballot boxes were there and we saw everything that happened.

Quelles sont vos attentes pour le nouveau bureau ?

**What are your expectations of the new Board?**

R : Mes attentes face au Bureau, c'est surtout au niveau de la Loi de Finances, la nouvelle loi de finances qui nous asphyxie vraiment, j'espère que le Bureau va pouvoir attaquer ce problème par les cornes et amener le Gouvernement à rendre cette loi beaucoup plus souple. Pour le reste on va voir.

A : My expectations of the Board are mainly in terms of the Finance Act, the new Finance Act that is really suffocating us. I hope that the Board will be able to tackle this problem by the horns and get the government to make the Act much more flexible. As for the rest, we shall see.

## PAROLE AUX ADHERENTS (SUITE)



**TOUOPI SONKWAT PAULIN,**  
SOGEC, PME

Quelle appréciation faites-vous de cette première Assemblée Générale Elective ?

**What is your assessment of this first Elective General Assembly?**

**R :** Tout s'est passé dans de bonnes conditions. Pour les résultats, j'attendais 99% mais on est assez proche de ça.

**A:** Everything went well. In terms of results, I was expecting 99%, but we're pretty close to that.

Quelles sont vos attentes pour le nouveau bureau ?

**What are your expectations for the new Board?**

**R :** Les membres qui constituent ce premier bureau ne peuvent pas ne pas arriver au résultat. Comme ils l'ont si bien dit dans leur programme, ils vont unifier le patronat, ce qui a d'ailleurs déjà commencé à être fait, ils vont faire un plaidoyer assez solide auprès du Gouvernement par rapport aux problèmes des entreprises. Et il y'a un autre point qu'ils ont relevé c'est qu'ils vont faire en sorte que les petites entreprises, les grandes et moyennes travaillent ensemble. Je crois que s'ils réussissent en faire en sorte que tout le monde se retrouve dans le même panier, c'est qu'ils ont gagné. Autre chose que je tiens à soulever c'est que je ne dois pas me mettre à l'écart et attendre le résultat, moi-même en tant que membre du GECAM, je vais apporter de mon expérience, de mon expertise de mon énergie et de mon temps pour que ce programme soit réalisé.

**A:** The members who make up this first committee can't fail to achieve the result. As they said so well in their programme, they are going to unify the employers' association, which has already started to happen, and they are going to make a fairly strong case to the government about the problems facing businesses. And there's another point they made, which is that they're going to get small, medium-sized and large businesses to work together. I think that if they succeed in getting everyone into the same boat, then they've won. As a member of GECAM, I'm going to contribute my experience, my expertise, my energy and my time to make this programme a success.



**Célestin MAHOP,**  
CAMINSER, PME

Quelle appréciation faites-vous de cette première Assemblée Générale Elective ?

**What is your assessment of this first Elective General Assembly?**

**R :** en dehors de quelques petits couacs logistiques, c'était néanmoins à la limite du parfait

**A:** Apart from a few minor logistical hitches, it was just about perfect.

Quelles sont vos attentes pour le nouveau bureau ?

**What are your expectations of the new Board?**

**R :** il faut que ce bureau soit efficace. J'ai suivi les dernières paroles du Président tout à l'heure, c'est un patronat en béton et je suis sûr de l'équipe, les 18 membres là je les connais tous, ce sont des battants et je suis sûr qu'ils vont réussir.

**A:** The Board needs to be effective. I listened to the President's last words just now, and I'm sure that the 18 members of the team I know are all fighters, and I'm sure that they will succeed.



**VOTRE ETABLISSEMENT  
A QUELQUE CHOSE EN +**

**ILS NOUS FONT CONFIANCE**



**CONTACTEZ - NOUS**

**TEL: 698 51 60 54 / 659 26 15 54**

**Agathe.ngo-bassama@canal-plus.com**

**CANAL+**  
**BUSINESS**



## PROGRAMME

# «LE GECAM, POUR UNE FONDATION EN BÉTON»

Par **Abraham KUATE**, Chargé d'études Gouvernance & RSE

### Décryptage

Plébiscité à plus de 78% lors de l'Assemblée Générale Elective d'avril 2024, la liste conduite par M. Célestin TAWAMBA a séduit par le contenu de son programme qui est axé sur la refondation et a inscrit son mandat dans une dynamique en béton pour construire une centrale patronale unifiée, originale et dynamique dans laquelle cohabitent les Très Petites Entreprises (TPE), les Petites et Moyennes Entreprises (PME), les Grandes Entreprises (GE) et les Très Grandes Entreprises (TGE).

Ce programme a d'autant plus séduit que son originalité et son approche trouvent leur justification dans les axes d'orientation stratégiques et leurs déclinaisons en actions prioritaires programmées pour le mandat actuel. Il s'agit de contribuer efficacement à relever les nouveaux défis qui l'attendent tout en répondant aux nouvelles exigences de l'environnement global des affaires dans un esprit de détermination, d'innovation et d'engagement. Les cinq axes stratégiques

- i. positionner du GECAM au cœur des échanges avec les pouvoirs publics et les partenaires afin d'influer sur les politiques publiques;
- ii. Repenser sa structure organique déconcentrée avec comme principale innovation la désignation des délégués régionaux;
- iii. Accompagner les PME-TPE et leurs dirigeants avec des outils dédiés et adaptés,
- iv. Consolider les partenariats avec les Organisations internationales, régionales et nationales, pour l'accroissement des échanges économiques ;
- v. Mettre en œuvre des mécanismes solides et pérennes de financement du Patronat

A travers ces axes stratégiques, des engagements sont ainsi pris pour sa mise en œuvre complète, efficace et satisfaisante qui se traduisent par

des actions phares en cohérence avec le premier axe, à savoir ; (i) pousser à l'amélioration de la performance de l'action publique à travers l'optimisation des propositions du secteur privé et sa prise en compte dans les politiques publiques, (ii) contribuer à la structuration des filières, secteurs et branches à fort potentiel, (iii) pousser à la classification des Organisations d'employeurs par niveau de représentativité, (iv) pousser à la mise en œuvre de l'import-substitution, la préférence nationale et une meilleure implication des PME dans la commande publique.

### Plus de proximité avec les membres pour des services adaptés

Dans le souci de mieux adresser les préoccupations des entreprises, la politique adoptée par le GECAM est non seulement d'imaginer la meilleure manière de toucher le plus grand nombre d'Entreprises, mais davantage de mieux adresser leurs préoccupations et aussi mieux atteindre les Entreprises localisées hors des grandes villes que sont Yaoundé et Douala.

La déclinaison opérationnelle de cet axe a consisté notamment à (i) créer des structures déconcentrées en désignant des délégués régionaux avec pour missions essentielles de favoriser la structuration et regroupement des agriculteurs et autres artisans en coopératives, permettant ainsi une meilleure appréciation de leurs préoccupations, (ii) désigner des points focaux GECAM dans certaines administrations pour mieux adresser les préoccupations et requêtes des Entreprises, (iii) restructurer la Direction Exécutive en créant des pôles dédiés qui cadrent avec les différentes tailles des Entreprises membres.

### Point d'honneur pour les TPE et les PE

Compte tenu de leur fragilité et des spécificités de leurs besoins, les Petites Entreprises (PE) et les Très Petites Entreprises (TPE) se retrouvent au cœur

du programme mis en œuvre. Le défi permanent de ces catégories d'Entreprise étant essentiellement basé sur les questions de financement adapté, les difficultés liées à la fiscalité et la parafiscalité, les questions de structuration et de gouvernance interne ainsi que la problématique de viabilité et de compétitivité, il est du devoir de l'équipe du GECAM d'adapter ses outils de plaidoyer à ces spécificités et à imaginer des actions de terrain à même de mieux encadrer cette catégorie d'Entreprise.

Ainsi, l'établissement d'une cartographie détaillée des PE et TPE est envisagée afin de mieux calibrer le niveau de besoins en termes de financements adaptés, de formations des dirigeants et d'accompagnement à travers des programmes de mentorats. Aussi, il s'agira d'organiser des événements et autres foires et rencontres spécifiques, à l'effet de favoriser le réseautage aussi bien entre les TPE, PME, qu'entre celles-ci et les autres membres. En rappel, ces événements devra être s'inscrire dans une démarche inclusive et intégrée visant à mettre ne lumière le «made in Cameroon» et la promotion de l'économie sociale et solidaire. En guise d'illustration, la rencontre «PMExchange » qui s'inscrit dans cette démarche a été identifiée comme devant être poursuivie et densifiée.

### **Interaction avec les organisations internationales**

En tant que membre de plusieurs organisations internationales, touchant les questions des travailleurs et des employeurs, les questions d'emploi de jeunes, de développement durable et de genre, le GECAM inscrit dans son programme des actions spécifiques afin de doper ses relations avec celles-ci et surtout mettre à contribution les actions de celles-ci pour mieux accompagner ses membres de manière plus inclusive.

A ce titre, à l'international, il entend non seulement consolider sa position de membre du conseil d'administration de l'OIT et de l'OIE, mais également saisir toutes les opportunités qu'offre l'Alliance des Patronats Francophones. Bien plus, dans le contexte intérieur, il s'agira de renforcer le dialogue

tripartite instauré avec les syndicats de travailleurs et les pouvoirs publics à travers la Plateforme créé à cet effet et aussi poursuivre les initiatives visant à renforcer la représentativité qualitative et quantitative des femmes dans tous les domaines de la vie économique.

### **Les financements alternatifs du patronat au centre de ses nouveaux enjeux**

Longtemps financés à plus de 80% par les cotisations et contributions des membres, le Patronat se trouve face à de nouveaux défis et à la rareté des ressources, entend diversifier ses sources de financements. Il va donc falloir faire preuve d'ingéniosité couplée à une structuration optimale du patronat pour assurer une meilleure autonomie financière, à l'ère d'enjeux mondiaux et du rôle à jouer pour assurer ses missions de service public, tout en conservant toute son indépendance.

C'est dans cette logique que s'inscrit la modulation des cotisations et contributions des membres pour les mettre en cohérence avec leur poids économique. Ce qui a débouché sur les paliers de cotisations adossées sur le Chiffre d'Affaires des membres qui par ailleurs leu confère un nombre de voix subséquents lors des opérations électorales. Aussi, parallèlement, il sera question de mener des plaidoyers pour identifier et mettre à contribution d'autres niches de financements du patronat, sans toute fois oublier la mobilisation des partenaires techniques et financiers pour d'éventuels appuis multiformes.

En définitive, le GECAM s'inscrit dans une démarche qui lui confèrera un rôle majeur tant au niveau national que régional afin d'assurer un « service-client » à la hauteur des enjeux, faisant ainsi de lui, un partenaire incontournable, transparent, engagé et proactif sur les enjeux de développement durable, de transformation structurelle, de transition écologique, de promotion de l'entrepreneuriat féminin, de formation, d'apprentissage, d'employabilité, d'inclusion et de diversité.

# AREA ASSURANCES

VOTRE ASSUREUR DE CONFIANCE  
DEPUIS PLUS DE 13 ANS

Plus de  
14 MILLIARDS F CFA  
de sinistres payés



- ASSURANCE SANTÉ
- ASSURANCE CAUTION
- ASSURANCE MULTIRISQUES HABITATION & PROFESSIONNELLE

[www.areaassurances.com](http://www.areaassurances.com)



Le respect de la parole donnée

# INSTITUT UNIVERSITAIRE DU GOLFE DE GUINEE

Une Grande Université  
Une Grande Histoire

30  
Ans  
de Formation  
d'Innovation  
et d'Expertise

## NOS FORMATIONS

- Brevet de Technicien Supérieur (BTS)
- Higher National Diploma (HND)
- Licence Académique
- Licence Technologique
- Licence Professionnelle
- Professional Bachelor's Degree
- Bachelor of Technology
- Professional Master
- Master of Sciences
- Master Professionnel

## Classes Prépa

## Cycle Ingénieur

02 ans à l'UG  
03 ans en France

**ISEN**  
PARIS

### PARTENARIATS AVEC DES UNIVERSITES

Nationales : Dschang, Buea, Douala, Ngaoundéré & Barmenda  
Internationales : Montpellier, Haute Alsace, IUT Colmar

ADMISSION  
SUR  
ETUDE DE DOSSIER

BP: 12489 PK8 Douala

691 14 37 31

Tél:(237) 233 43 04 52

[www.univ-iug.com](http://www.univ-iug.com)

[f iug douala](https://www.facebook.com/iugdouala)



## PROGRAM

# «GECAM, FOR A CONCRETE FOUNDATION»

Par **Abraham KUATE**, Chargé d'études Gouvernance & RSE

### Decryption

Endorsed by more than 78% at the Elective General Assembly of April 2024, the list led by Mr. Célestin TAWAMBA has been successful due to the content of its program, which focuses on rebuilding and has established its mandate in a solid dynamic to build a unified, original, and dynamic employers' organization in which Very Small Enterprises (VSEs), Small and Medium Enterprises (SMEs), Large Enterprises (LEs), and Very Large Enterprises (VLEs) coexist.

This program has been even more attractive as its originality and approach are justified by the strategic orientation axes and their declinations into priority actions scheduled for the current mandate. It aims to effectively contribute to meeting the new challenges ahead while addressing the new requirements of the global business environment with determination, innovation, and commitment.

The five strategic axes are:

- i. i. Positioning GECAM at the heart of exchanges with public authorities and partners to influence public policies;
- i. ii. Rethinking its decentralized organizational structure with the main innovation being the appointment of regional delegates;
- i. iii. Supporting SMEs and VSEs and their managers with dedicated and tailored tools,
- i. iv. Consolidating partnerships with international, regional, and national organizations to increase economic exchanges;
- i. v. Implementing solid and sustainable financing mechanisms for employers.

Through these strategic axes, commitments are thus made for their complete, effective, and satisfactory implementation, which translates into flagship actions consistent with the first axis, namely; (i) pushing for the improvement of the performance of public action through the optimization of private sector proposals

and their consideration in public policies, (ii) contributing to the structuring of sectors and branches with high potential, (iii) advocating for the classification of employers' organizations by level of representativeness, (iv) pushing for the implementation of import-substitution, national preference, and greater involvement of SMEs in public procurement.

### More proximity with members for adapted services

In order to better address the concerns of businesses, the policy adopted by GECAM is not only to imagine the best way to reach the largest number of enterprises, but also to better address their concerns and reach enterprises located outside the major cities of Yaoundé and Douala.

The operational implementation of this axis notably consisted of (i) creating decentralized structures by appointing regional delegates with the essential mission of promoting the structuring and grouping of farmers and other artisans into cooperatives, thus allowing a better understanding of their concerns, (ii) appointing GECAM focal points in certain administrations to better address the concerns and requests of enterprises, (iii) restructuring the Executive Management by creating dedicated poles that fit with the different sizes of member enterprises.

### Focus on VSEs and SMEs

Given their fragility and specific needs, Small Enterprises (SEs) and Very Small Enterprises (VSEs) are at the heart of the implemented program. The permanent challenge of these categories of enterprises is essentially based on issues of adapted financing, difficulties related to taxation and parafiscal charges, issues of structuring and internal governance, as well as the viability and competitiveness issue. It is the duty of the GECAM team to adapt its advocacy tools to these specificities and to imagine field actions capable of better supporting this category of enterprises.

Thus, the establishment of a detailed mapping of SEs and VSEs is envisaged in order to better calibrate the level of needs in terms of adapted financing, training for managers, and mentoring programs. Also, it will be necessary to organize specific events and fairs to promote networking between VSEs, SMEs, and between them and other members. As a reminder, these events must be part of an inclusive and integrated approach aimed at highlighting «made in Cameroon» and promoting the social and solidarity economy. As an illustration, the «PMExchange» meeting, which is part of this approach, has been identified as one that should be continued and intensified.

#### Interaction with international organizations

As a member of several international organizations dealing with issues of workers and employers, youth employment, sustainable development, and gender, GECAM includes specific actions in its program to boost its relations with them and especially to make use of their actions to better support its members in a more inclusive way.

In this regard, internationally, it intends not only to consolidate its position as a member of the board of directors of the ILO and the IOE but also to seize all opportunities offered by the Alliance of French-Speaking Employers' Organizations. Furthermore, domestically, it will be a matter of strengthening the tripartite dialogue established with workers' unions and public authorities through the Platform created for this purpose, and also continuing initiatives aimed at strengthening the qualitative and quantitative representativeness of women in

all areas of economic life.

#### Alternative financing for employers at the heart of new challenges

Long financed at over 80% by the contributions and fees of members, the Employers' Organisation is facing new challenges and scarcity of resources and intends to diversify its sources of financing. It will therefore be necessary to show ingenuity coupled with optimal structuring of the employers' organization to ensure better financial autonomy, in the era of global challenges and the role to be played to ensure its public service missions while retaining its independence.

It is in this logic that the modulation of contributions and fees of members is part of to align them with their economic weight. This has resulted in contribution levels based on the turnover of members, which also gives them a number of subsequent votes in electoral operations. Also, in parallel, advocacy will be conducted to identify and make use of other sources of employers' financing, without forgetting mobilizing technical and financial partners for possible multifaceted support.

In conclusion, GECAM is committed to an approach that will give it a major role both nationally and regionally to ensure «customer service» commensurate with the challenges, thus making it an essential, transparent, committed, and proactive partner on sustainable development, structural transformation, ecological transition, promotion of women's entrepreneurship, training, learning, employability, inclusion, and diversity issues.





### Salle André Siaka

Description	Video projecteur, micro de table, micro pupitre, micro FM, WiFi et écran de projection
Capacité	200 personnes
Prix membres	400 000 FCFA HT / 1 jour 250 000 FCFA HT / 1 demi-journée
Prix non membres	500 000 FCFA HT / 1 jour 350 000 FCFA HT / 1 demi-journée

### Salle d'Incubation

Description	écran TV
Capacité	15 personnes
Prix membres	100 000 FCFA HT / 1 jour 75 000 FCFA HT / 1 demi-journée
Prix non membres	150 000 FCFA HT / 1 jour 85 000 FCFA HT / 1 demi-journée



### Salle de formation

Capacité	15 personnes
Prix membres	100 000 FCFA HT / 1 jour 75 000 FCFA HT / 1 demi-journée
Prix non membres	150 000 FCFA HT / 1 jour 85 000 FCFA HT / 1 demi-journée





# DÉFIS, ENGAGEMENTS ET INNOVATIONS DU PATRONAT

Par **François ESSAMA**, responsable pôle Juridique et Fiscal

L'entreprise de refondation du Patronat, entamée depuis quelques années, a connu son apothéose le mardi 09 avril 2024 avec l'élection des premiers membres de l'équipe dirigeante du GECAM. Loin d'être une démarche de pure forme, cette mue a été rendue nécessaire tant par les défis induits par un contexte économique atone nécessitant un repositionnement du Patronat au centre des questions de développement économique, que par l'ambition de faire du GECAM LA maison par excellence des Entreprises, de toutes les Entreprises.

Le premier Conseil d'Administration du GECAM a ainsi pris le taureau par les cornes en procédant à une modification en profondeur de la structure organisationnelle et opérationnelle du GECAM, pour l'élever à la hauteur des défis de l'heure. Cinq principales innovations peuvent être relevées dans ce sens.

## 1. Amélioration de la représentativité du Patronat unifié

Il est largement admis que l'un des principaux critères permettant de juger de l'efficacité d'une organisation patronale, notamment son influence dans le champ étatique, c'est l'exigence de représentativité. Or la faiblesse du nombre d'entreprises adhérent au mouvement patronal au regard du nombre d'unités économiques présentes au Cameroun, a été jusqu'ici l'un des Talons d'Achille du Patronat. C'est pour adresser efficacement cette problématique que des Délégations Régionales du GECAM ont été créées, avec à leur tête des Délégués Régionaux. Ceux-ci ont pour mission d'accroître la représentativité et la visibilité du GECAM dans leurs Régions respectives, de prospecter des nouveaux adhérents et de faciliter la structuration des agriculteurs, éleveurs et artisans en coopératives dans leurs zones de couverture.

## 2. Consécration de mécanismes de suivi de proximité au profit des Adhérents

Dans le but de rendre aux Adhérents des services de proximité taillés à la mesure des défis concrets rencontrés dans leurs activités au quotidien, une restructuration du Pôle en charge des Adhérents au sein du GECAM a été effectuée. Le Pôle Adhérent a ainsi été structuré autour de quatre Services comprenant :

- Un Service de gestion des Adhésions et développement des services ;
- Un Service en charge du suivi des Grandes Entreprises ;
- Un Service en charge du suivi des PME ;
- Un Service en charge du suivi des TPE.

De nouveaux services à l'attention des Adhérents ont par ailleurs vu le jour au sein du GECAM. Il s'agit premièrement d'un lien de connexion permettant aux Adhérents de désigner au sein de leurs Entreprises respectives, des points focaux qui serviront d'interface avec les Services permanents du GECAM. Ce dispositif a pour but de faciliter la collecte régulière des besoins d'appui et des doléances des Adhérents afin que le GECAM y apporte les solutions concrètes, en collaboration avec les Administrations publiques ou les collectivités décentralisées, le cas échéant.

Il s'agit ensuite de la mise à disposition des PME et TPE – qui ne disposent pas toujours de moyens leur permettant de s'offrir des prestations de conseil externe – un service dédié à leur accompagnement, dans le cadre de l'élaboration de correspondances adressées à certaines Administrations (fiscale, douanière, sociale), en réponse ou non à des contrôles par elles subies.

### 3. Renforcement de l'expression de la démocratie associative

L'un des aspects majeurs de la démocratie associative est la capacité de tous les membres de participer à la vie de l'association en exprimant librement leur suffrage. L'adoption des textes fondateurs du GECAM réalise à cet égard une innovation majeure en ce que chaque Adhérent détient dorénavant un nombre de voix qui est fonction de sa catégorie. Cette innovation présente un double intérêt : Les Très Petites Entreprises qui jusqu'ici étaient privées de droit de vote ont désormais la possibilité d'exprimer leur suffrage dans les délibérations des Assemblées Générales du GECAM, tandis que les Grandes Entreprises disposent désormais d'un nombre de voix qui est fonction de leurs poids respectifs dans l'économie.

### 4. Réaménagement des Commissions du GECAM

Conformément aux textes fondateurs du GECAM, les Commissions sont des instances d'étude et de proposition concernant les problématiques cruciales de la vie des Entreprises que le Groupement considère comme essentielles et décisives pour son action patronale. Pour plus d'efficacité et de coordination des travaux des Commissions, celles-ci sont passées de dix (10) à sept (07), étant précisé que les Commissions sont désormais créées ou supprimées par le Conseil d'Administration sur une base annuelle, en fonction des problématiques majeures de la vie économique.

Pour l'année 2024, sept Commissions sont créées ainsi qu'il suit :

Commission Industrie ;

- Commission Agriculture ;
- Commission Fiscale et Douanière ;
- Commission Juridique et Contentieux ;
- Commission Sociale, Formation et Employabilité ;
- Commission Financement et Développement des PME ;
- Commission Economie Numérique et Innovation.
- Mise en œuvre de mécanismes solides et pérennes de financement

Le GECAM, au-delà de la défense des intérêts de ses membres, assure une mission de service public à travers ses activités. Or, le modèle économique basé sur des ressources aléatoires issues des cotisations volontaires des membres et de quelques services marchands, a depuis longtemps montré ses limites.

Il est donc devenu urgent que soient mis en place des mécanismes pour assurer le financement durable du Groupement tout en garantissant son indépendance. A cet effet, des actions de plaidoyer et de lobbying seront menées auprès des Pouvoirs Publics pour la mobilisation des ressources financières pérennes à affecter au GECAM.

## ZOOM SUR LES COMMISSIONS



**Président,**  
**Christian FOSSO**



**Missions :**

- Évaluer la mise en œuvre des stratégies de développement des filières agricoles par l'Etat pour les besoins de plaidoyers du Groupement;
- Proposer des outils de promotions et des innovations en matière d'agri-business;
- Développer une coopération avec les Institutions nationales et internationales spécialisées dans le domaine de l'agriculture;
- Suivre les activités des Organisations professionnelles agricoles et contribuer à la structuration des filières agricoles non encore organisées.

**Vice-présidente,**  
**Carine EKA**



**Contacts :** Serge Alain LONANG, Rapporteur,  
Tel : 695 01 63 94 - Email : slonang@legecam.cm

www.legecam.cm @legecam



**President,**  
**Christian FOSSO**



**Missions :**

- Evaluate the implementation of agricultural sector development strategies by the State for the Group's advocacy needs;
- Propose promotional tools and innovations in agri-business;
- Develop cooperation with national and international institutions specialising in agriculture;
- Monitor the activities of professional agricultural organisations and contribute to the structuring of agricultural sectors that are not yet organised.

**Vice-president,**  
**Carine EKA**



**Contacts :** Serge Alain LONANG, Rapporteur  
Tel : 695 01 63 94 • Email : slonang@legecam.cm

www.legecam.cm @legecam



**Président, Dr Gérard**  
**Lewourien EYOUM**



**Missions :**

- Analyser l'écosystème du numérique au Cameroun et relever les insuffisances réglementaires, institutionnelles, et techniques ne lui permettant pas d'être un vrai levier de développement et produire des éléments de plaidoyers du Groupement à cet effet ;
- Contribuer à l'élaboration et la mise à jour d'un rapport périodique sur le niveau de digitalisation des Entreprises membres et proposer des actions pour l'amélioration, s'il y a lieu ;
- Recenser et vulgariser les bonnes pratiques internationales en matière de numérique auprès des Entreprises membres ;
- Promouvoir les bonnes pratiques internationales en matière de numérique auprès des Entreprises membres ;
- Élaborer un recueil périodique des cybercrimes les plus populaires et proposer aux Entreprises des actions pour s'en prémunir ;
- Contribuer à la politique de digitalisation du Groupement en proposant, des produits et services y afférents

**Vice-président,**  
**François FOTSO**



**Contacts :** Alain Fils NGAI NYEMB, Rapporteur  
Tel : 695 51 61 08 - Email : angai@legecam.cm

www.legecam.cm @legecam



**President, Dr Gérard**  
**Lewourien EYOUM**



**Missions :**

- Analyse the digital ecosystem in Cameroon and identify the regulatory, institutional and technical shortcomings that prevent it from being a real lever for development, and produce the Group's advocacy to this effect;
- Contribute to the drafting and updating of a periodic report on the level of digitalisation of member companies and propose actions for improvement, if necessary;
- Identify and disseminate international best practices in the digital field to Member Companies;
- Promote international best practice in cybersecurity and help build members' capacity in this area;
- Draw up a periodic compendium of the most popular cybercrimes and proposing actions to Companies to protect themselves against them;
- Contribute to the Group's digitalisation policy by proposing related products and services.

**Vice-president,**  
**François FOTSO**

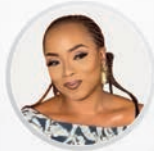


**Contacts :** Alain Fils NGAI NYEMB, Rapporteur  
Tel : 695 51 61 08 • Email : angai@legecam.cm

www.legecam.cm @legecam



*Stronger Together*



Présidente, Mireille FOMEKONG AYANGMA



Vice-président, ERIC ELOUNDOU NGAH

**Missions :**

- Contribuer à l'élaboration de l'Étude sur le projet d'inclusion financière, permettant de collecter les données sur les PME et leurs besoins en financement pour les présenter aux professionnels de crédit afin de susciter un engagement de leur part à financer les Entreprises ainsi identifiées;
- Proposer des outils innovants permettant de renforcer les capacités des PME et TPE;
- Émettre des avis sur les textes réglementaires ayant pour objectif de développer les PME en vérifiant notamment leur cohérence aux autres politiques publiques et leur effectivité sur le terrain;
- Organiser des activités de promotion de la Charte PME-Grandes Entreprises élaborée par le Groupe et élaborer des outils d'incitation pour les Entreprises mettant en œuvre cette Charte;
- Contribuer à l'élaboration de la cartographie des différents modes de financements proposés par les partenaires nationaux et internationaux.

**Contacts :** Linda BIKA, Rapporteur  
Tel : 697 17 44 25 - Email : lbika@legecam.cm

www.legecam.cm

@legecam



*Stronger Together*



President, Mireille FOMEKONG AYANGMA



Vice-president, ERIC ELOUNDOU NGAH

**Missions :**

- Contribute to the preparation of the study on the Financial Inclusion Project, making it possible to collect data on SMEs and their financing needs in order to present them to credit professionals with a view to obtaining a commitment from them to finance the companies thus identified;
- Propose innovative tools to strengthen the capacities of SMEs and VSEs;
- Issue opinions on regulatory texts aimed at developing SMEs, in particular by checking their consistency with other public policies and their effectiveness on the ground;
- Organise activities to promote the SME-Large Business Charter drawn up by the Group and developing incentive tools for companies implementing this Charter.
- Contribute to the mapping of the various financing methods offered by national and international partners.

**Contacts :** Linda BIKA, Rapporteur  
Tel : 697 17 44 25 - Email : lbika@legecam.cm

www.legecam.cm

@legecam



*Stronger Together*



Présidente, Laure DJOUMESSI KENMOGNE



Vice-présidente, Sandrine SOPPO

**Missions :**

- Contribuer à la modification du système fiscal en proposant une réforme adaptée et visant la mise en place d'une fiscalité de développement;
- Procéder à l'analyse en profondeur de la réglementation fiscale, parafiscale et douanière et émettre avec l'appui le Pôle Juridique et Fiscal des avis pouvant donner lieu à des plaidoyers;
- Contribuer à l'élaboration et à la mise à jour d'un recueil des différentes taxes (fiscales et parafiscales) à payer par les Entreprises à l'effet d'évaluer la pression fiscale véritable qu'elles subissent;
- Contribuer au renforcement des capacités des membres en général et des PME en particulier en matière fiscale et douanières;
- Contribuer à l'évaluation de l'impact de la fiscalité sur la compétitivité des Entreprises;
- Promouvoir les meilleures pratiques fiscales observées dans le monde;
- Assister les Entreprises, en tant que de besoin, dans leurs rapports avec l'Administration en charge de la prévoyance sociale.

**Contacts :** François ESSAMA, Rapporteur  
Tel : 691 45 38 36 - Email : fessama@legecam.cm

www.legecam.cm

@legecam



*Stronger Together*



President, Laure DJOUMESSI KENMOGNE



Vice-president, Sandrine SOPPO

**Missions :**

- Contribute to the modification of the tax system by proposing an appropriate reform aimed at the introduction of a development tax system;
- Carry out an in-depth analysis of tax, parafiscal and customs regulations and, with the support of the Legal and Tax Department, issue opinions that may give rise to advocacies;
- Contribute to the preparation and updating of a compendium of the various taxes payable by Companies in order to assess the real tax burden they face;
- Contribute to building the capacity of members in general and SMEs in particular in tax and customs matters;
- Contribute to assessing the impact of taxation on the competitiveness of Companies;
- Promote the best tax practices in the world.

**Contacts :** François ESSAMA, Rapporteur  
Tel : 691 45 38 36 - Email : fessama@legecam.cm

www.legecam.cm

@legecam



*Stronger Together*



**Présidente,**  
Ibrahima OUSMANOU

**Missions :**

- Précéder à l'analyse prospective des politiques publiques en matière d'industrialisation, pour s'assurer de leur cohérence avec les objectifs de développement ;
- Contribuer à l'élaboration des études économiques servant de base aux plaidoyers portés par le Groupement ;
- Émettre des avis en collaboration avec le pôle économique, sur les programmes économiques en cours avec les bailleurs de fonds en veillant aux intérêts du secteur privé ;
- Contribuer à la veille en matière de pratiques anti-concurrentielles dans le secteur de l'industrie ;
- Contribuer à la structuration des filières agricoles et à fort potentiels identifiés dans les politiques publiques ;
- Émettre des avis sur les projets énergétiques en général et sur la fourniture énergétique du secteur productif en particulier.



**Vice-président,**  
Patrice YANTHO

**Contacts : André Dumas TSAMBOU, Rapporteur**  
Tel : 697 20 23 23 - Email : atsambou@legecam.cm

www.legecam.cm

@legecam



*Stronger Together*



**President,**  
Ibrahima OUSMANOU

**Missions :**

- Carry out a prospective analysis of public policies on industrialisation, to ensure that they are consistent with development objectives;
- Contribute to the preparation of economic studies used as a basis for the Group's advocacy work;
- Issue opinions, in collaboration with the Economic Pole, on economic programmes underway with donors, taking care to protect the interests of the private sector;
- Contribute to the development and promotion of GECAM's policy on local production;
- Contribute to the monitoring of anti-competitive practices in the industrial sector;
- Contribute to the structuring of non-agricultural sectors with high potential identified in public policies;
- Issue opinions on energy projects in general and on the supply of energy to the productive sector in particular.



**Vice-president,**  
Patrice YANTHO

**Contacts : André Dumas TSAMBOU, Rapporteur**  
Tel : 697 20 23 23 - Email : atsambou@legecam.cm

www.legecam.cm

@legecam



*Stronger Together*



**Présidents,**  
Patience MAPOKO

**Missions :**

- Contribuer à l'analyse du cadre législatif et réglementaire de l'environnement des affaires et émettre des avis servant à l'élaboration des plaidoyers du Groupement;
- Proposer en collaboration avec le Pôle Juridique, des contributions pour la réforme de notre système judiciaire et la promotion des tribunaux de commerce;
- Apporter des appuis ponctuels aux membres pour l'analyse des dispositions de la législation OHADA ou nationale en rapport avec leur secteur d'activité et participer au renforcement de leurs capacités;
- Contribuer à la promotion du Centre de Médiation et d'arbitrage du GECAM;
- Assister les Entreprises, en tant que de besoin, dans leurs rapports avec l'Administration en charge de la prévoyance sociale.



**Vice-président,**  
Pepin NGUIMEYA

**Contacts : Grâce BOHEK, Rapporteur**  
Tel : 699 99 22 56 - Email : gbohek@legecam.cm

www.legecam.cm

@legecam



*Stronger Together*



**President,**  
Patience MAPOKO

**Missions :**

- Contribute to the analysis of the legislative and regulatory framework of the business environment and to issue opinions to be used in the preparation of the Group's advocacies;
- Propose, in collaboration with the Legal Department, contributions to the reform of our judicial system and the promotion of commercial courts;
- Provide ad hoc support to members in analysing the provisions of OHADA or national legislation relating to their business line and participating in capacity building;
- Contribute to the promotion of GECAM's Mediation and Arbitration Centre;
- Contribute to social dialogue with workers' trade unions and the government;
- Issue draft opinions on social regulations, in particular by verifying their consistency with the ILO Conventions ratified by Cameroon;
- Assist companies, where necessary, in their dealings with the Social Administration.



**Vice-president,**  
Pepin NGUIMEYA

**Contacts : Grâce BOHEK, Rapporteur**  
Tel : 699 99 22 56 - Email : gbohek@legecam.cm

www.legecam.cm

@legecam



*Stronger Together*



Président,  
Pascal MINY



Vice-président,  
Thierry OWONA

**Missions :**

- Contribuer au dialogue social avec les Organisations syndicales des travailleurs et le gouvernement;
- Emettre les projets d'avis sur la réglementation sociale en vérifiant notamment sa cohérence avec les Convention de l'OIT ratifiées par le Cameroun;
- Contribuer à l'instauration d'un dialogue permanent et efficace avec les Universités et les Instituts de formation supérieure, afin de participer à la professionnalisation des apprenants ;
- Participer à la réalisation de l'étude visant à évaluer le Gap existant entre la formation dispensée au Cameroun et le besoin réel des Entreprises du secteur productif;
- Promouvoir les outils de formation professionnelle axée sur l'employabilité rapide des jeunes ;
- Elaborer et mettre à jour un rapport périodique sur les besoins en compétence du secteur industriel;
- Aider les Entreprises membres à définir et affiner leurs critères de recherches en compétence.

Contacts : Fernande AKOA, Rapporteur  
Tel : 657 44 59 90 - Email : fakoa@legecam.cm

www.legecam.cm

@legecam



*Stronger Together*



Président,  
Pascal MINY



Vice-président,  
Thierry OWONA

**Missions :**

- Contribute to the establishment of a permanent and efficient dialogue with Universities and Institutes of Higher Education, in order to participate in the professionalisation of learners;
- Participate in carrying out the study aimed at assessing the existing gap between the training provided in Cameroon and the real needs of companies in the productive sector;
- Promote vocational training tools geared towards the rapid employability of young people;
- Draw up and update a periodic report on the skills needs of the industrial sector;
- Help member companies to define and refine their skills search criteria.

Contacts : Fernande AKOA, Rapporteur  
Tel : 657 44 59 90 - Email : fakoa@legecam.cm

www.legecam.cm

@legecam



## LA CONTRACEPTION

### VOTRE ALLIEE POUR UNE VIE EPANOUIE

Planifiez vos grossesses pour une vie familiale équilibrée, en favorisant aussi votre santé.



Pilule  
quotidienne



Pilule du  
lendemain



Injection tous  
les 3 mois



DIU  
(stérilet)



Implant

**« A chaque femme une contraception »**



Pour plus d'informations sur  
l'utilisation méthodes contraceptives  
contacter directement le CALL CENTER LYDIA  
☎ +221 78 193 93 93 | +221 78 312 26 26

LydiaConseilDKT
 LydiaConseil  
 callcenterlydia
 www.lydiaconseil.org

Lydia  
 Le conseil au féminin

## SECTEUR DE L'ÉLECTRICITÉ AU CAMEROUN, LES ENTREPRISES BROIENT DU NOIR

Par Djibring NYAM AHOLA, Chargé d'Etudes

Après une relative accalmie observée ces dernières années dans la fourniture de l'énergie électrique, le Cameroun fait face depuis l'année 2023 et davantage le dernier trimestre de la même année, à une instabilité criarde dans la fourniture de l'électricité. Cette instabilité est marquée par des rationnements et des délestages sans précédent. Cette situation affecte tous les pans de l'économie, compromet la production industrielle et impacte sur la compétitivité de nos entreprises et de nos produits. A en croire le Rapport de l'enquête sur le climat des affaires dans le secteur industriel produit par le ministère de l'Economie en décembre 2023, 87% des chefs d'entreprises trouvent l'accès à l'électricité difficile.

La principale cause de ces perturbations dans la fourniture de l'énergie est le déséquilibre accru entre la demande qui croît rapidement et l'offre qui a très peu évolué ces 15 dernières années.

**3000 milliards de f CFA investis dans le secteur de l'énergie électrique depuis 2010 par l'Etat du Cameroun et ses partenaires pour accroître l'offre énergétique et endiguer les délestages, pour quel résultat ?**

Pour renforcer l'offre, répondre aux besoins des industriels et mettre fin aux multiples délestages qui continuent de fragiliser l'économie camerounaise, l'Etat et ses partenaires ont depuis 2010 jusqu'à ce jour, mobilisé plus de 3 000 milliards de F CFA, soit en moyenne 214 milliards de FCFA par an, pour augmenter la capacité de production énergétique installée et améliorer l'offre. Ce chiffre a été révélé le 22 février 2024 par le ministre de l'Eau et de l'Energie (Minee) Gaston Eloundou Essomba au cours de la rencontre avec les Chefs d'entreprise au siège du Groupement des entreprises du Cameroun (Gecam) à Douala. Les projets dans lesquels ces fonds ont été injectés, sont entre autres, le démarrage de quelques ouvrages phares tels que les centrales de production hydroélectrique de Nachtigal, Memve'ele et Lom pangar, la ligne d'interconnexion du réseau Sud à la Région de l'Est, la ligne 225kV Nkongsamba-Bafoussam, la ligne 225KV Nyom 2-Oyomabang, les réseaux de bouclages des villes de Douala et

Yaoundé; les postes d'interconnexion 225kV de Bafoussam et Abong Mbang, l'augmentation des capacités de transformation des postes de Logbaba et Oyomabang, les centrales solaires de Maroua et de guider, etc.

Mais ce lourd investissement consenti depuis 14 ans n'a pas encore permis de combler le déficit énergétique qui perdure et se creuse d'années en années. Face à une demande de plus en plus croissante.

**Les projections faites en 2015 par le concessionnaire Eneo pour sortir définitivement le Cameroun de la situation de déficit à l'horizon 2025,**

En 2015, Monsieur Joël Nana Kontchou ancien DG d'Eneo, entreprise concessionnaire du service public de l'électricité au Cameroun invité le 26 juin 2015 à Douala, pour présenter les défis de l'accès à l'énergie électrique dans notre pays, à l'ouverture des universités du Groupement inter patronal du Cameroun (GICAM), avait indiqué dans sa prise de paroles, je cite : « Afin de sortir notre pays du déficit énergétique, qui fait perdre un demi-point de croissance économique chaque année, le Cameroun devrait investir 3700 milliards de francs CFA dans le secteur de l'électricité au cours des 10 prochaines années (2015-2025). Selon cet ancien DG, sur cette enveloppe, 2500 milliards de francs Cfa devaient être investis dans la construction des infrastructures de production, pour un objectif de puissance installée de 3000 MW à l'horizon 2025, contre un peu plus de 1200 MW à cette époque (2015). Le transport quant à lui, nécessite des investissements de l'ordre de 700 milliards de francs CFA. A ces sommes viendraient s'ajouter les 477 milliards d'Eneo», tel que prévu dans son plan d'investissements décennal. Grâce à ces investissements, avait-t-il poursuivi, à l'horizon 2025, le Cameroun devait envisager un taux de desserte de l'ordre de 75% (contre à peine 50% actuellement dans des zones urbaines et beaucoup moins en zones rurales) avec une réduction de plus de 85% des interruptions de fourniture d'électricité) et ainsi passer «du détestable délestage, à un statut d'exportateur d'électricité en Afrique centrale.



Neuf (09) ans après, et à un an de l'horizon de 2025 visé par l'ancien DG d'Eneo, près de ¾ sur les 3700 milliards d'investissements nécessaires pour réduire significativement le déficit et augmenter l'offre énergétique ont été investis, mais le déséquilibre entre la demande et l'offre demeure encore important.

### **Une demande de plus en plus croissante, face à une offre presque stable et qui ne suit pas le rythme de la demande**

Pour stabiliser la fourniture de l'énergie électrique au Cameroun, le Gouvernement s'est fixé des objectifs ambitieux dans les documents de stratégies de développement. D'abord dans le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) 2010-2020, l'objectif était de porter la capacité de production énergétique installée à 3000 MW à l'horizon 2020 et dans le Document de Stratégie de développement 2020-2030 (SND30), l'objectif est de porter la capacité de production à 5000 MW et de faire du Cameroun un pays exportateur de l'énergie dans la sous-région. À 6 ans de 2030, la capacité actuelle est seulement de 1534 MW soit un gap de 3466 MW. C'est dire que le chemin à parcourir pour atteindre l'objectif ou tout au moins, réduire le gap est encore long.

Par ailleurs, de 2010 à 2024 l'offre n'a pas assez évolué. À titre d'illustration, de 2015 à mars 2024, elle est passée d'environ 1200 MW (2015) à 1534 (mars 2024) soit une augmentation en valeur absolue de 334 MW. Pendant ce temps, la demande croît de l'ordre de 7% à 7,5% par an et la demande latente des industriels jusqu'en février 2024 était d'environ 450 MW.

### **Quelles sont les pistes de solutions possibles pour sortir notre pays de cette situation ?**

Notre parc de production énergétique actuelle composé de 62% de l'hydroélectricité, de 36% du thermique (à gaz et au fioul) et seulement de 2% du solaire, montre une forte dépendance du pays à l'hydroélectricité et au thermique. Or, au regard de certaines contraintes que sont entre autres, le coût assez élevé de construction d'une centrale, le temps relativement long pour la construction et la mise en exploitation totale d'une centrale (en moyenne 3 à 5 ans), le coût d'entretien et d'approvisionnement en combustible des centrales thermiques, sans oublier les changements climatiques qui entraînent une baisse de l'hydrologique qui est à l'origine de l'étiage et la baisse de la production de certaines centrales en saison sèche, les pistes de solutions à

envisager pour sortir de cette spirale de coupures intempestives de l'électricité à moyen et long terme, sont entre autres : (i) la diversification des sources d'énergies, avec un accent sur les énergies renouvelables, qui sont des énergies durables, mais aussi, pourvoyeuses de beaucoup d'emplois. Ceci passe par une augmentation significative de la part du solaire dans le mix énergétique afin de porter sa contribution de 2% à 25% à l'horizon 2030 telle que prévue dans la SND30 ; (ii) le développement des politiques de soutien et d'incitation pour les entreprises qui investissent dans les énergies renouvelables ; (iii) la révision du cadre réglementaire et de la loi sur l'électricité pour rendre le secteur attractif et attirer davantage des investissements du secteur privé dans les projets d'énergie renouvelables ; (iv) favoriser la production décentralisée de l'électricité en permettant aux différentes collectivités territoriales décentralisées d'exploiter les ressources énergétiques qui se trouvent dans leur localité, **cette démarche pourrait entraîner une explosion des mini-réseaux, etc.**

### **Conclusion**

L'accès et la disponibilité en quantité et en qualité de l'énergie est un facteur de la productivité des entreprises et un bien être pour les populations. Inversement, une carence dans la fourniture de l'énergie réduit la performance de celles-ci. Au Cameroun, l'insuffisance de la production électrique constitue un frein majeur au développement de l'activité économique et à l'investissement privé. Pour promouvoir le développement économique et social, le Cameroun a mis la suffisance énergétique au cœur de son programme d'émergence économique à l'horizon 2035. Pour y parvenir, le gouvernement fait montre de beaucoup de volonté et des efforts louables ont été déployés par l'Etat et l'ensemble des acteurs du secteur pour combler le déficit énergétique, stimuler l'activité économique et la production industrielle. En témoigne aux investissements colossaux (3000 milliards de f CFA) consentis depuis 2010.

Si notre pays veut atteindre son objectif d'émergence et d'industrialisation à l'horizon 2035, il convient de mettre à profit au maximum notre énorme potentiel énergétique (hydraulique, solaire, biomasse...), qui demeure très faiblement exploité (moins de 5%). Comme on le dit très souvent, « **l'industrie a besoin d'énergie** ». Aussi, les modèles qui ont fait leurs preuves dans les pays comme la Côte-d'Ivoire et le Sénégal pourraient inspirer.

**alucam**

compagnie camerounaise d'aluminium



# OFFRE DIVERSIFIÉE DE QUALITÉ SUPÉRIEURE

100%  
ALUMINIUM



Lingot 16



Lingot T



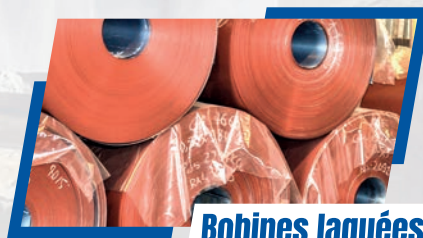
Plaques



Bobines nues



Disques



Bobines laquées



Direction/Head Office : Rue Alfred Saker • B.P. : 1090 Douala-Cameroun • Téléphone : +237 233 50 30 00

Usine/Plant. B.P. : 54 Edéa-Cameroun • Téléphone : +237 233 50 44 00 • [www.alucam.cm](http://www.alucam.cm)

E-mail : [communication.alucam@groupealucam.com](mailto:communication.alucam@groupealucam.com) • [Ventes.alucam@groupealucam.com](mailto:Ventes.alucam@groupealucam.com)

# MAKING AN IMPACT

The social action of Premier Projects and the R.J.C, represents 130 projects



**65**

COMMUNITY DEVELOPMENT PROJECTS

**23**

YOUTH & EDUCATION PROJECTS

**21**

HEALTH PROJECTS

**16**

SPORTS PROJECTS

**5**

CULTURAL PROJECTS

+ 1 MMA Arena & Academy, in collaboration with Francis Ngannou, the MMA world champion

## OUR CORE BUSINESS

LOTTERY

**PREMIER Loto**

SPORTS BETTING

**PREMIER Bet**

VIRTUALS

**PREMIER Vegas**

✓ 4,000 AGENTS

✓ 200 FRANCHISES

✓ 50 PLAY CENTRES

✓ 700 EMPLOYEES



# ZONE

# RÉSERVEZ VOTRE TICKET DE LOTO

## PAYEZ EN CASH



**TOUS VOS JEUX LOTO  
ALL YOUR LOTTO GAMES**

**PLUSIEURS FAÇON DE JOUER  
MORE WAYS TO PLAY**

**N'IMPORTE QUAND, N'IMPORTE OÙ  
ANYTIME, ANYWHERE**



**PREMIERLOTOZONE.COM**





## IMPACT OF RISING FUEL PRICES ON THE CAMEROON'S ECONOMIC

By **André Dumas TSAMBOU**, Charge d'études Concurrence et Compétitivité

The increase in fuel prices at the pump could have several impacts on the Cameroonian economic, including increased transport costs, inflation, a reduction in consumer purchasing power, and so on. This new price increase, following the one in February 2023, could lead to higher transport costs for businesses, farmers, and consumers. This will exert upward pressure on prices at various levels of the economy, leading to a general increase in inflation, which will help to reduce household purchasing power. This is due to the forced reduction of discretionary spending by these households, resulting in a decreased demand for non-essential goods and services and a greater allocation of their budget towards fuel-related expenses. Furthermore, because fuel is an essential production input in all sectors of activity, companies that are heavily dependent on it will face increased pressure on their production costs. This could reduce their competitiveness in the market, resulting in lower profit margins and limiting their ability to invest and expand. In short, this rise in fuel prices could have a seismic impact on the economic.

### Introduction

In February 2023, the government increased fuel prices at the pump. The price of a liter of super has risen from 630 FCFA to 730 FCFA, an increase of 100 FCFA (+15%). The price of a liter of diesel has risen from CFAF 575 to CFAF 720, an increase of CFAF 145 (25.2%). The price of a liter of petrol sold to manufacturers by the Cameroon Oil Depots Company (Société camerounaise des dépôts pétroliers) rose from CFAF 410.19 to CFAF 560.19, an increase of CFAF 150 (36.5%). The price of paraffin (350 FCFA) and domestic gas (6,500 FCFA for a 12.5 kg bottle) remained stable.

One year on, the government has again increased the price of fuel at the pump (February 2024). The price of a liter of super at the pump has risen from CFAF 730 to CFAF 840, an increase of CFAF 110

(+15%). And a liter of diesel has risen from CFAF 720 to CFAF 828, an increase of CFAF 108 (+15%). By contrast, the prices of other products remained unchanged, notably paraffin, which remained stable at CFAF 350 per liter, and domestic gas, at CFAF 6,500 for a 12.5 kg bottle.

In less than two years, the price of super has risen by 33.33% (from 630 to 840 FCFA). Similarly, the price of diesel has risen by 44% (from 575 to 828 FCFA). The reason given is 'the need to absorb the growing budgetary constraints facing the state and to avoid tensions in the supply of petroleum products to the national market'. The key issue is the gradual reduction in the amounts allocated to fuel subsidies. Indeed, the first increase in fuel prices helped reduce the subsidy from CFAF 1,000 billion in 2022 to around CFAF 640 billion in 2023.

To curb the harmful effects that this increase could have, the public authorities have chosen to act on the income and costs of those involved in the road transport sector. With regard to income, they are recommending, as of February 2023, a further 5% increase in the basic salary of civil servants and an increase in the minimum wage from FCFA 41,875 to FCFA 43,969 per month. With regard to charges in the road transport sector, they are recommending a reduction in tax and customs charges and new tariffs in this sector.

The growing pressure of subsidies on public finances easily justifies the need for this price increase, but the real question is the relevance and effectiveness of the accompanying measures. The aim of this paper is therefore to highlight the potential risks arising from poorly formulated measures to accompany the rise in fuel prices.

Following a brief review of the macroeconomic environment and the role of the oil sector in the economy, we will develop a critical analysis of the measure and identify any potential risks.

### The economic context

Both external and internal constraints strongly influence Cameroon's economy. In 2022, Brent crude oil's world price remained above 100 dollars, or even 120 dollars a barrel, for almost 5 months, justifying the dizzying rise in subsidies. In 2023, prices remained around an average of \$80 a barrel, with the exception of the period from July to November, when prices reached \$95 a barrel.

This situation quickly made itself felt on the local market for the simple reason that our economy is essentially fueled by imports, making us totally vulnerable to price fluctuations on the international market. In addition, the downward trend in local production and the cessation of SONARA's activities since April 2018 are wiping out the capacity for internal adjustment.

In addition to this lack of local supply capacity, there has been exponential growth in subsidy requirements. The subsidy on petroleum products, initially budgeted at 600 billion for 2022, finally passed the 1,000 billion marks under pressure from rising world prices (MINFI, 2022). The increase in fuel prices at the pump in February 2023 made it possible to reduce this subsidy to CFAF 624 billion by the end of 2023, a significant reduction considering the economic challenges and other pressures already affecting public finances, particularly the need to finance investment and the public debt, estimated at 43.9% of GDP (CAA, 2023).

Also, the huge increase in subsidies has made it impossible to meet certain evaluation criteria. These include limits on the amount of new payment arrears that can build up, the amount of domestic payment arrears that can build up, and the amount of spending that is done under special circumstances. These failures have delayed the closure of the current economic and financial program with the IMF, thereby prolonging the authorities' restrictions on the autonomy of public spending policy. As a result, under pressure from the IMF, the government raised the price of fuel to further reduce the subsidy's cost. These price rises are taking place in a changing environment, with the energy deficit, the after-effects of the health crisis, the Russo-Ukrainian crisis, and so on.

### Some elements of sub-regional comparison

Generally speaking, in the CEMAC sub-region, all countries have raised the price of fuel at the pump under pressure from their budgetary constraints and their financial partners. The CAR tops the list with the highest prices (1100 FCFA for Super and 1350 FCFA for Gasoil), followed by Cameroon (840F for Super and 828F for Gasoil) and Chad (828F for Super and 730F for Gasoil) (Figures 1 and 2).

Figure 1: fuel prices in CEMAC countries (CFAF)

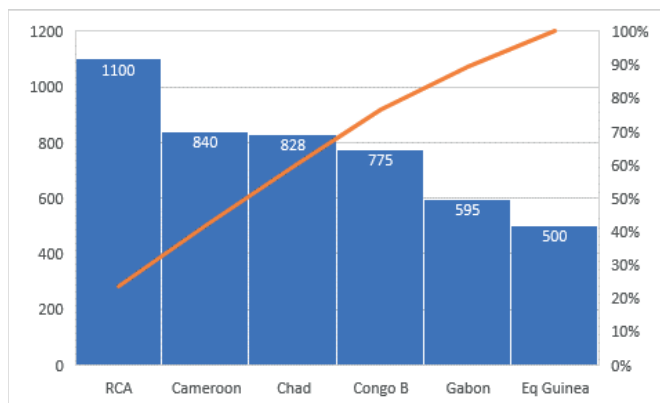
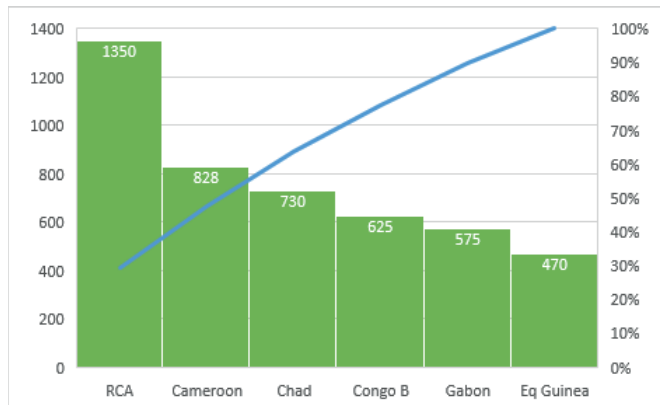


Figure 2: Diesel prices in CEMAC countries (FCFA)



A comparative analysis of countries at the same level of development reveals that prices in Cameroon are within the same range. However, if we look at socio-economic characteristics such as GDP per capita, minimum wage, and inflation rate, we see that these countries have much more attractive purchasing power than Cameroon.

Table 1: Comparison with countries at a similar level of development

Countries	Fuel prices		Diesel prices		PIB/h (\$)	SMIG(FCFA)	Inflation rate (%)
	FCFA	\$	FCFA	\$			
Cameroon	840	1,374	828	1,355	1563,5	60 000	7,3
Cote d'Ivoire	875	1,463	715	1,173	2486,4	75 000	4,4
Senegal	990	1,624	755	1,239	1598,7	64 223	9,7
Ghana	627	1,025	667	1,089	2203,6		
Nigeria	271	0,443	495	0,809	2162,6		

**The economic is affected by fuel.**

A summary analysis of national accounts data (2020) reveals that:

- The refining and coking product group already accounted for 6% of intermediate consumption expenditure by industries in 2020 (655 billion), occupying the 5th position out of the 48 positions in the aggregate product nomenclature.
- Transport activities alone absorb 39% of the intermediate supply of refined petroleum products, manufacturing 15%, agriculture and livestock 8%, trade 7%, and construction 5%.
- The transport industry's intermediate expenditure on these products represents 38% of the industry's total intermediate expenses, 8% in agriculture, and 3.4% in manufacturing.
- In terms of final household consumption, the refining and coking products group accounts for 2% of total expenditure, or 406 billion in 2020, occupying the 15th position.

These statistics illustrate the sectors on which the direct effects will manifest, such as household final consumption and consumer prices.

The rise in fuel prices clearly affects the transport sector the most, which justifies the authorities' decision to consider measures to reduce costs in this sector.

However, the industrial, agricultural, and commercial sectors also have significant production costs linked to these products. Action on transport will therefore not be sufficient to curb the risks of rising production costs and, consequently, the economy. Thus, in the absence of appropriate measures, a rise in fuel prices could turn into a major seismic shock for the economy, given its importance as a factor of production and the lack of effective alternative solutions in most cases.

➤ **The risk of inflation**

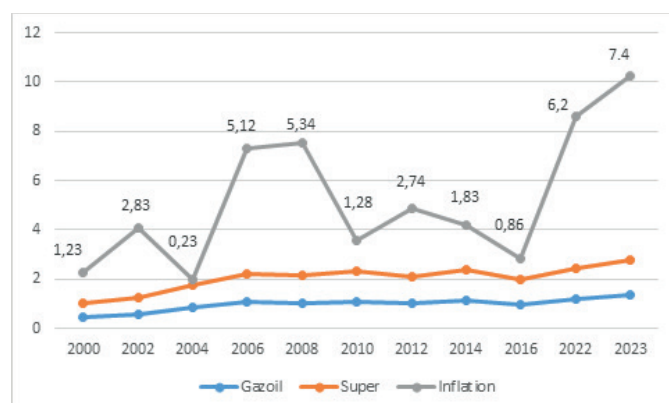
Over the past two years, a sharp rise in the inflation rate has coincided with the increase in fuel prices. This demonstrates a priori that an increase in fuel prices can have inflationary effects on the economy.

Since the introduction of the fuel price increase at the pump in February 2023, household final consumption prices have risen sharply by 0.8% in March, 0.7% in April, 0.4% in May, 0.6% in June, 0.4% in July, and 0.5% in August 2023 (INS, 2023). This results in an inflation rate of nearly 7.7%, surpassing the 3% threshold the CEMAC established in its multilateral surveillance mechanism. This observed price increase is mainly due to a 13.3% rise in food prices, a 10.4% rise in transport costs, and an 8.6% rise in furniture prices (INS, 2023).

Even though the BEAC's monetary stabilization policies acknowledge that only 20% of inflation stems from monetary factors, the rise in fuel prices accounts for a significant portion of this (BEAC, 2023). This is because an increase in fuel prices leads to a rise in companies' production costs. Companies that

rely on road transport and energy consumption for their operations are experiencing increased costs. These higher transport and energy costs will lead to an increase in the cost of sourcing raw materials and production and in the cost of transporting products, thereby driving up the price of goods and services. This would cause inflationary pressure, which would directly affect consumers' purchasing power.

Figure 3: Inflation in relation to fuel prices



Source: WDI, 2023

This new rise in fuel prices is likely to exacerbate inflation through the direct channel of transport costs, as well as the general increase in production costs in the various branches of activity. In the current context, inflation, which is already over 7%, is likely to rise further as a result of higher fuel prices. Food products, particularly agricultural ones, could drive the inflation, as their prices heavily depend on transport and fuel costs. A decline in purchasing power, therefore, seems inevitable.

➤ **The risk to income dynamics in the private sector is significant.**

According to the INS, the employment rate is 50.8% (EESI 3). This employment rate is 86.6% in the informal sector, 8.2% in the public sector, and 5.1% in the formal private sector. The national employment rate is 38.6%. Following the increase in fuel prices at the pump, the first two accompanying measures directly affect employees. These include raising civil servants' incomes by 5% of their basic salary and raising the guaranteed minimum wage (from 41875 to 43969 FCFA).

Recent statistics on the Cameroonian labor market raise questions about the potential effectiveness of the government's proposed measures. After all, these statistics indicate a wage-earning rate of 38.6% (EESI 3, 2022). These two measures will increase incomes by 5% of the basic wage, but they will not directly affect the 61.4% of people in employment. Considering the informal nature of employment (86.6% of workers) and the challenges in enforcing the minimum wage measures in the informal sector, we can confidently assert that these two measures will primarily impact public sector workers (8.2%) and a small number of formal private sector employees (5.1%). The other workers (86.6%), as well as the unemployed, cannot hope that the third measure envisaged by the government will be sufficiently well thought out and rigorously applied so as to limit the propensity of fellow citizens to increase the prices of essential goods on local markets. Admittedly, the state has made provision for accompanying measures, but a fall in purchasing power and a deterioration in living conditions are plausible scenarios.

➤ **Risk to business performance**

The measure primarily affects road transport, but it's not the only one. Productive sectors, for which fuel is also a direct production input, will see their costs rise proportionately. The drop in profitability could limit their ability to contribute to efforts to preserve purchasing power. Lower demand in the future due to lower purchasing power as a result of inflation, higher production costs, and other induced effects could lead to a fall in business performance and a loss of growth. Businesses' underperformance will undoubtedly lead to further deterioration in economic growth. Implementing appropriate and sufficient measures is crucial to prevent this scenario.

**Conclusion**

As Cameroon is a country that relies heavily on fuel for transport, agriculture, industrial production, and electricity generation, the rise in fuel prices could have a direct and indirect impact on consumers. This rise will lead to an increase in transport costs and fares, which could weigh on household budgets, making travel more expensive and thus reducing household purchasing power.



The majority of the population depends on subsistence farming, which relies on fuel for the production and transport of produce. An increase in fuel prices could lead to increased transport costs for farmers, potentially impacting food prices. This is likely to have an impact on food security and access to affordable food for consumers.

Given the importance of fossil fuels as a factor of production in most industries, this measure could have a seismic effect on the economy. The government would therefore do well to implement effective accompanying measures, such as adopting a bolder and more realistic policy of raising incomes; preserving the well-being of taxpayers by reducing the tax burden on all exposed sectors; taking specific sectoral characteristics into account to adjust support measures; support for businesses to preserve jobs and purchasing power, particularly in terms of taxation.

**References:**

BEAC (2023). Rapport sur la politique monétaire – BEAC.

CAA (2023). Conjoncture Mensuelle de la Dette Publique du Cameroun N°09/23 - Septembre 2023.

EESI-3 (2022). Troisième enquête sur l'emploi et le secteur informel au Cameroun : Rapport principal, INS, Août 2022.

INS (2023). Note sur l'évolution des prix à la consommation finale des ménages au Cameroun en Août 2023.

MINFI, (2022). Rapport sur la situation des entreprises et établissements publics, Décembre 2022.



## LE MINPMEESA ENCOURAGE-T-IL L'EXISTENCE DU SECTEUR INFORMEL AU CAMEROUN ?

Par **Espoir MBUNGU**, Chargé d'études

L'Etat du Cameroun à travers son document de stratégie national pour le développement SND 30 s'est donné pour objectif de transformer de manière structurelle son économie, en mettant un accent sur le développement des PME, et la réduction du secteur informel. Rappelons que les PME sont des acteurs majeurs du tissu productif national avec un pourcentage de 99.8%, dont 79.32% sont des TPE (entreprises individuel), 19,43% des PE et 1.25% des ME (annuaire statistique MIMPMESSA 2022). Et proche de ces PME, se développe un secteur informel galopant qui participe pour près de 50% du PIB et concentre près de 90% des actifs occupés.

Au regard de l'importance que ce segment d'entreprises (entreprises informelles) et ses répercussions sur l'écosystème économique, le gouvernement a pris quelques initiatives pour réduire son expansion, notamment : l'instruction N° 004/CAB/PM/2012 du Premier Ministre, Chef du Gouvernement relative à la **simplification des formalités administratives de création d'entreprises** ; la circulaire interministérielle N°001/Minjustice/Mimpmeesa/Minfi du 30 mai 2012 relative aux procédures devant les centres de formalités de création d'entreprise (CFCE) ; la loi N°2015/010 du 16 juin 2015 portant promotion des petites et moyennes entreprises au Cameroun.

Ces reformes incitatives à la création d'entreprise et la formalisation des entreprises ont pu donner des résultats appréciables. Faisant ainsi passer le stock des entreprises créées dans les CFCE de 13343 en 2017 à 15601 en 2022, avec un score de (83,73%) pour les entreprises individuelles TPE (annuaire statistique Minpmeesa 2022), et partant une migration significative des entreprises du secteur informel vers le formel.

Cependant, la **décision N°0000006/D/APME/DG/DCE/CSEP/SAJ/2024 du 20 février 2024** révisant à la hausse le montant de certains frais à percevoir dans les centres de formation de création d'entreprise prise par le Minpmeesa, est en incohérence avec l'ensemble de mesures prises par le gouvernement pour : réduire l'évolution du secteur informel, faciliter la migration de l'informel vers le formel, et simplifier la création et la formalisation des entreprises. En effet, cette décision augmente le coût de la création d'entreprise individuelle de **20.000frs**, celle des entreprises personnes morales de **55.000frs**, sans aucune justification.

Ce travail présentera dans la suite et sous forme de tableau, le coût de la création d'une entreprise dans un CFCE et un centre divisionnaire des impôts CDI, avant et après la décision ministérielle.

### I- Coût de création

#### a) Entreprise individuel

Eléments	Montant (avant la décision)	Montant (après la décision)
<b>1) CFCE</b>		
Dossier de création	350 Frs	350 Frs
Frais de caisse	41.500frs	41.500frs
Frais de photocopie de dépôt	500frs	500frs
<b>Augmentation sans justificatif</b>		<b>20.000frs</b>
<b>2) CDI (pour un bail de 50.000frs)</b>		
Impôt sur le bail annuel 10% de 50.000	60.000frs	60.000frs
Précompte sur versé, annuel et 15% de 50.000	90.000fs	90.000fs
<b>Total</b>	<b>192.350frs</b>	<b>212.350frs</b>

Chaque élément de prix s'explique ainsi :

- le dossier de création représente l'ensemble des pièces à remplir (la fiche du registre de commerce, une demande de renouvellement de la carte de contribuable, une déclaration sur l'honneur et une chemise de renseignement) ;
  - les frais de caisse sont un montant réglementaire institué par l'Etat ;
  - Les frais de photocopie représentent la photocopie de tout le dossier signé par le chef de centre, devant servir d'archives pour le CFCE.
- En outre, concernant les centres divisionnaires des impôts, Le bail et le précompte sont des impôts obligatoires à la création de l'entreprise.

**Entreprise personne morale (SARL / Unipersonnelle)**

Eléments	Montant avant la décision	Montant avant la décision
<b>1) CFCE</b>		
Dossier de création	350 Frs	350 Frs
Timbres statuts (nbre de page : 9 x 1500) x 6 exemplaires	81.000frs	81.000frs
Frais de publication au journal officiel	13.500frs	13.500frs
Frais de caisse	41.500frs	41.500frs
Frais de photocopie de dépôt	500frs	500frs
<b>Augmentation sans justificatif</b>		<b>30.000frs</b>
<b>Frais d'acte sous seing privé</b>		<b>25.000frs</b>
<b>2) CDI (pour un bail de 50.000frs)</b>		
Impôt sur le bail annuel 10% de 50.000	60.000frs	60.000frs
Précompte sur versé, annuel et 15% de 50.000	90.000fs	90.000fs
<b>Total</b>	<b>245.350frs</b>	<b>300.350frs</b>

Pour la création d'une SARL, timbre statut dépend du nombre de page que comportent les statuts soumis à la création, et le nombre d'exemplaires de statut à déposer dépend du nombre d'associés. Comme illustration, si l'entreprise est unipersonnelle le nombre est de six (6) exemplaires, pour un associé nous avons sept (7) exemplaires et ainsi de suite.

En somme, cette décision du Minpmeesa entraine une hausse de (11%) sur les coûts de création d'une entreprise individuelle, et de (22%) pour une entreprise personne, et s'inscrit dans un

contexte d'augmentation des prix de carburant à la pompe d'environ (15%), entraînant directement une augmentation au même taux (15%) du prix de transport urbain. Cette inflation induit des conséquences désagréables sur le pouvoir d'achat des ménages, qui continu de décroître au fil des années. Ce qui du point de vue du secteur privé peut entrainer une chute du taux de création d'entreprises observé ces derniers années, et ralentir la migration des entreprises de l'informel vers le formel.



Téléchargeable sur le site [www.legecam.cm](http://www.legecam.cm)



# ENTREPRISE D'AVENIR QUI ACCUEILLE ET DEVELOPPE LES TALENTS

## STAGES/EMPLOIS/FORMATIONS

GENIE CIVIL	FINANCE	VENTE	RH	COMMERCIAL
	TELECOMMUNICATIONS		TRANSPORT	
MAINTENANCE	ENERGIE	PROJETS	CONDUITE	ELECTRICITE
MECANIQUE			ENVIRONNEMENT	



**CARACTERISTIQUES**

Panneau dans l'enceinte de l'immeuble avec vue sur le Boulevard de la Besseke

**DIMENSIONS**

12m x 3m = 36 m<sup>2</sup>

**PRIX (négociable)**

500 000 Fcfa/mois



**CARACTERISTIQUES**

Panneau à l'arrière de l'immeuble avec vue interne

**DIMENSIONS**

12m x 3m = 36 m<sup>2</sup>

**PRIX (négociable)**

500 000 Fcfa/mois



**CARACTERISTIQUES**

Panneau à l'entrée de l'immeuble

**DIMENSIONS**

4m x 1m = 4 m<sup>2</sup>

**PRIX (négociable)**

100 000 Fcfa/mois

4<sup>ème</sup> trimestre 2023

## UNE REPRISE HYPOTHÉTIQUE

## EN RÉSUMÉ

L'analyse de la perception de la dynamique de l'activité économique par les chefs d'entreprises, pour le 4<sup>ème</sup> trimestre de 2023, révèle une tendance positive du chiffre d'affaires en rythme trimestriel, mais qui reste stable en rythme annuel. On note également un léger ralentissement de la tendance haussière des coûts de production qui a contribué à une réduction du ratio des entreprises qui signalent une dégradation des résultats ou de la trésorerie, bien que les soldes d'opinions soient toujours négatifs.

Des facteurs externes affectant la performance, il ressort pour le 4<sup>ème</sup> trimestre que le déficit infrastructurel, principalement l'énergie électrique, la dégradation des conditions de concurrence sur les marchés sont les principaux facteurs d'affaiblissement des conditions d'exercice des affaires pour plus de 80% des entreprises interrogées. On note tout de même une atténuation du ratio des entreprises concernant l'importance négative de la baisse de la demande, de la réglementation des changes ou encore des conditions d'approvisionnement.

Sur un plan sectoriel, les entreprises du secteur financier, notamment les banques, qui tirent profit des difficultés de trésorerie des entreprises, à l'origine d'un recours plus fréquent aux financements de court terme.

Le secteur du transport des marchandises est celui qui affiche les moins bonnes performances en raison d'une part d'un accroissement des charges et d'autre part d'une concurrence déloyale plus accrue qui réduit les parts de marché.

Les perspectives formulées par les chefs d'entreprises laissent paraître une légère amélioration des tendances qui restera tout de même bien éloignée des performances d'avant crise et encore plus des cibles des cadres nationaux de développement.

LES CINQ CHIFFRES CLES DE LA CONJONCTURE AU 4<sup>ème</sup> TRIMESTRE 2023

36,6%

Ratio des entreprises qui ressentent une hausse du chiffre d'affaires au 4<sup>ème</sup> trimestre en hausse par rapport au trimestre précédent.

71,8%

Part des chefs d'Entreprises qui n'observent pas d'amélioration de leur résultats net du trimestre

81,2%

Part des entreprises qui citent l'accès à l'électricité comme faiblesse importante.

79,8%

Part des entreprises qui citent la mauvaise qualité de télécommunication comme faiblesse importante.

92,1%

Part des PME qui citent les délais de recouvrement des créances comme principale faiblesse.

## SUMMARY

An analysis of business leaders' perceptions of the dynamics of economic activity for the 4th quarter of 2023 reveals a positive trend in sales on a quarterly basis, but which remains stable on an annual basis. There has also been a slight slowdown in the upward trend in production costs, which has contributed to a reduction in the ratio of companies reporting a deterioration in earnings or cash flow, although the balances of opinion are still negative.

With regard to external factors affecting performance, it emerged in the 4th quarter that infrastructure deficits, mainly electricity, and worsening competitive conditions on the markets were the main factors weakening business conditions for over 80% of companies surveyed. However, the ratio of companies regarding the negative importance of falling demand, foreign exchange regulations and supply conditions has eased.

On a sectoral level, companies in the financial sector, particularly banks, are taking advantage of companies' cash flow difficulties, which are leading to more frequent recourse to short-term financing.

Freight transport is the worst-performing sector, due both to rising cost and increasing unfair competition, which is reducing market share.

The outlook formulated by business leaders suggests a slight improvement in trends, which will nonetheless remain a long way from pre-crisis performance, and even further from the targets of national development frameworks.

## THE FIVE KEY FIGURES FOR THE ECONOMIC CONDITION IN THE 4<sup>th</sup> QUARTER 2023

**36,6%**

Ratio of companies reporting an increase in sales in Q4 compared with the previous quarter.

**71,8%**

Percentage of business leaders not observing any improvement in their net income for the quarter.

**81,2%**

Share of companies citing access to electricity as a major weakness.

**79,8%**

Share of companies citing poor telecommunications quality as a major weakness.

**92,1%**

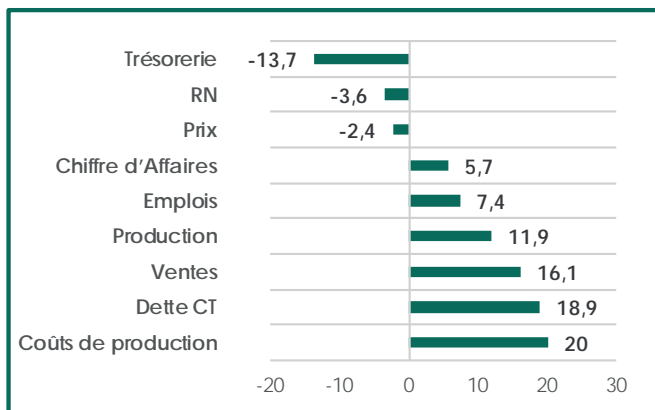
Share of SMEs citing delays in debt collection as a major weakness.

## 1. Tonalité Globale des Entreprises au 4<sup>ème</sup> trimestre 2023

### 1.1. Dynamique globale

Les soldes d'opinions calculés pour le quatrième trimestre de l'année 2023 traduisent la perception d'une dynamique globalement positive des performances des entreprises en ce qui concerne le chiffre d'affaires (+5,7points) notamment. Cette performance est toutefois restée insuffisante pour permettre d'endiguer totalement les déséquilibres fondamentaux, en l'occurrence la situation de trésorerie (-13,7p) et le résultat (-3,6p), qui continuent d'afficher des soldes d'opinions négatifs traduisant leur dégradation. La dynamique positive sur l'évolution de la dette de court terme (+18,9p) confirme cette dégradation.

Figure 1: Soldes d'opinions sur la tendance des principaux indicateurs de performance



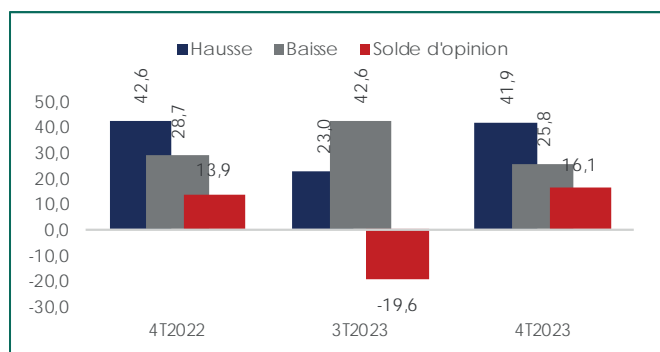
Source : Enquêtes de conjoncture GECAM

### 1.2. Dynamique des indicateurs de performance des Entreprises

#### Volumes des ventes : le secteur du transport à la traine

Le solde d'opinion sur la dynamique des ventes est de +16,1 points, en amélioration aussi bien par rapport au trimestre précédent qu'au 4<sup>ème</sup> trimestre 2022.

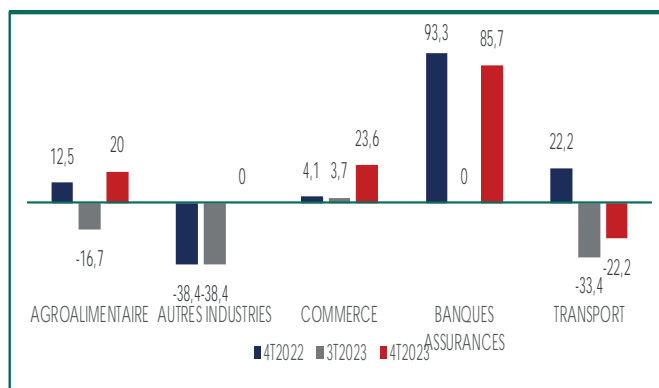
Figure 2: Perception de la tendance des ventes



Source : Enquêtes de conjoncture GECAM

La perception d'une évolution positive est partagée par l'ensemble des secteurs à l'exception du transport, principalement le transport de marchandises en rapport avec l'activité portuaire. Le secteur de la finance est celui qui affiche la perception la plus optimiste avec un solde d'opinion de +85,7p.

Figure 3: Évolution du Solde d'opinion sur les ventes dans quelques secteurs

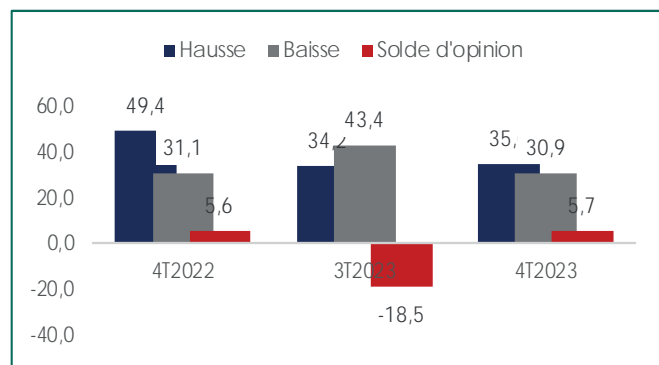


Source : Enquêtes de conjoncture GECAM

#### Chiffre d'affaires : le solde d'opinion est à nouveau positif

Le solde d'opinion sur la tendance du chiffre d'affaires redevient positif et rompt avec la dynamique baissière observée depuis le second trimestre 2023. Il s'établit à +5,7p au 4<sup>ème</sup> trimestre 2023, en hausse de 80% par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2022.

Figure 4: Évolution du solde d'opinion de la tendance du chiffre d'affaires

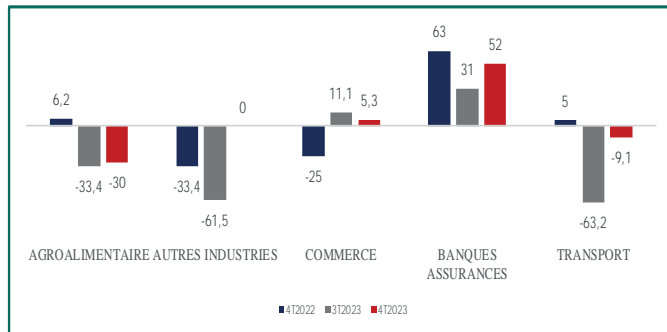


Source : Enquêtes de conjoncture GECAM

La dynamique globale semble tirée par la performance du secteur financier dont le solde d'opinion (+52 points) gagne 21 points en rythme trimestriel, mais reste en deçà de la performance d'il y a un an, soit +63p. Les industries de l'agroalimentaire tout comme les entreprises du transport de marchandises restent pessimistes avec des soldes d'opinions de -30p et -9,1p respectivement.



Figure 5 : Évolution du SO sur le chiffre d'affaires suivant les principaux secteurs d'activité

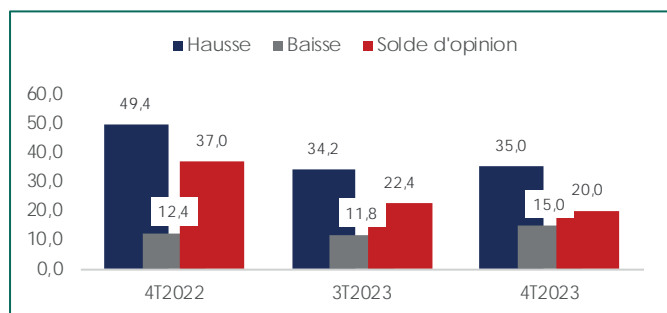


Source : Enquêtes de conjoncture GECAM

**Les coûts de production et coûts d'approvisionnement : une légère hausse**

La part des entreprises qui perçoivent une hausse des coûts de production est relativement stable au 4<sup>ème</sup> trimestre par rapport au trimestre précédent mais reste en deca du ratio du 4<sup>ème</sup> trimestre 2022.

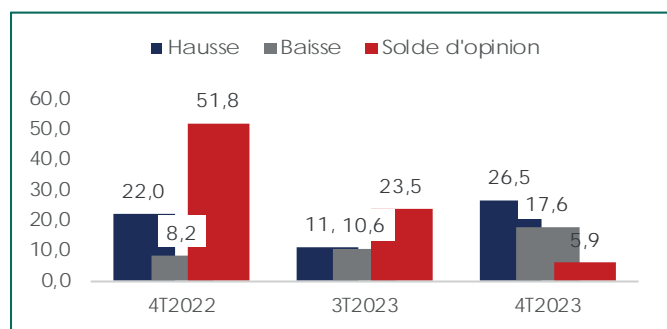
Figure 6 : Perception de la tendance des coûts de production



Source : Enquêtes de conjoncture GECAM

Ceci traduit une atténuation des facteurs à l'origine la hausse des coûts de production, notamment les facteurs exogènes en rapport avec les chaînes d'approvisionnement mondiales. Ceci est confirmé par le décrochage en rythme annuel concernant les coûts d'approvisionnement, sachant que pour les entreprises concernées, l'essentiel de l'approvisionnement est issu des importations.

Figure 7 : Perception de la tendance des coûts d'approvisionnement

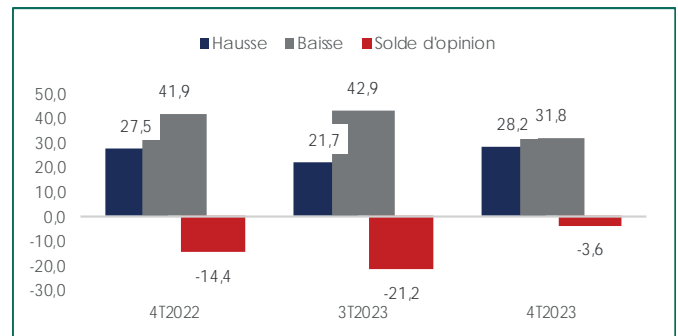


Source : Enquêtes de conjoncture GECAM

**Résultat Net : le solde d'opinion est négatif mais en nette réduction.**

Le solde d'opinions sur le résultat reste négatif au 4<sup>ème</sup> trimestre 2023 à -3,6p. Il est tout de même en nette amélioration de l'ordre de 70% en rythme annuel et de 80% en rythme mensuel.

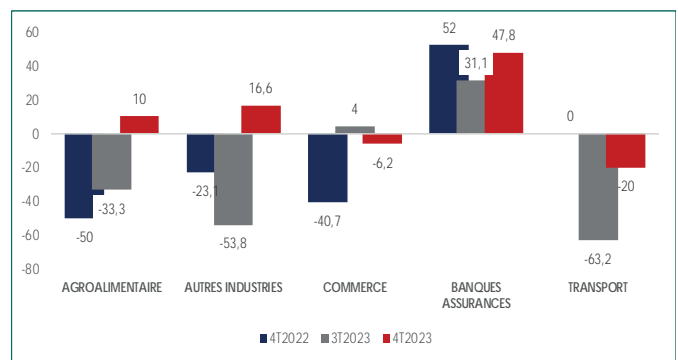
Figure 8 : Perception de la tendance du résultat



Source : Enquêtes de conjoncture GECAM

Ici également le secteur financier est celui qui tire vers le haut la dynamique des résultats avec un solde d'opinions de + 47,8 en régression tout de même en rythme annuel. Le commerce (-6.2) et le transport de marchandises (-20) continuent de connaître une baisse du résultat bien que le rythme s'atténue progressivement.

Figure 9 : Évolution du SO sur la dynamique du Résultat Net suivant les principaux secteurs d'activités

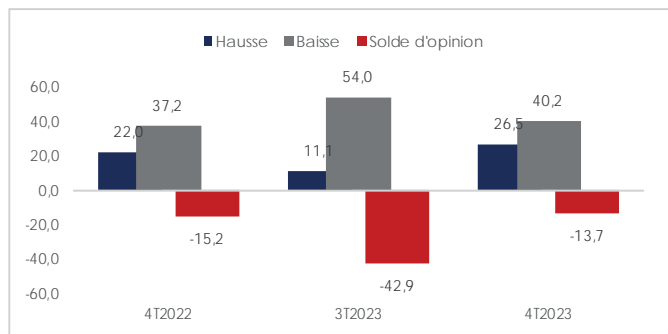


Source : Enquêtes de conjoncture GECAM

**Trésorerie : toujours en baisse**

Le ratio de chefs d'entreprises qui signalent une dégradation de la trésorerie passe de 54% au 3<sup>ème</sup> trimestre à 40,2% au 4<sup>ème</sup>. Le solde connaît ainsi une nette amélioration en rythme trimestriel bien que toujours négatif, passant de -42,9p à -13,7p.

Figure 10: Évolution du solde d'opinion sur la situation de trésorerie

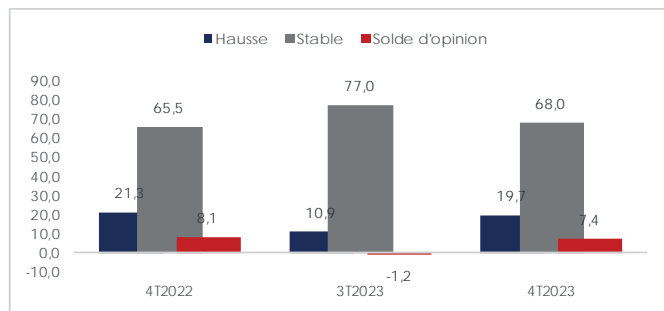


Source : Enquêtes de conjoncture GECAM

**Effectifs employés** : la stabilité des emplois reste une option crédible pour les chefs d'entreprises.

Près de 69% des chefs d'entreprises ont opté pour une stabilité des effectifs. Ce ratio connaît toutefois une baisse par rapport au trimestre précédent. Le solde d'opinion également s'établit à 7,4p contre 8,1p au 4<sup>ème</sup> trimestre de l'année 2022.

Figure 11: Évolution du solde d'opinion sur les effectifs employés



Source : Enquêtes de conjoncture GECAM

### 1.3. Perception de l'importance des Faiblesses / menaces à l'activité : L'énergie en tête des faiblesses exprimées.

Tout comme au trimestre précédent, les difficultés d'accès à une énergie électrique suffisante et de qualité tout comme le phénomène de concurrence déloyale restent les principales faiblesses selon plus de 80% des entreprises approchées. Pour les autres infrastructures, notamment télécommunication et routières, le ratio d'entreprises qui y voient une faiblesse est en nette progression passant en rythme trimestriel de 69 à 76% pour la qualité du réseau routier et de 72 à 81,7% pour la qualité du réseau de télécommunication. On note la baisse notable du ratio des entreprises pour lesquelles les questions d'approvisionnement, de hausse des coûts de matières premières ou encore d'accès aux devises constituent des faiblesses majeures. Le ratio passe respectivement entre le 3<sup>ème</sup> et le 4<sup>ème</sup> trimestre de 78,1 à 62%, 76,5 à 64% et de 79,5 à 70%

Figure 12 : Principales faiblesses de l'environnement des affaires au 4<sup>ème</sup> trimestre comparativement au 3<sup>ème</sup> trimestre (part des Entreprises pour lesquelles la faiblesse est importante ou très importante)

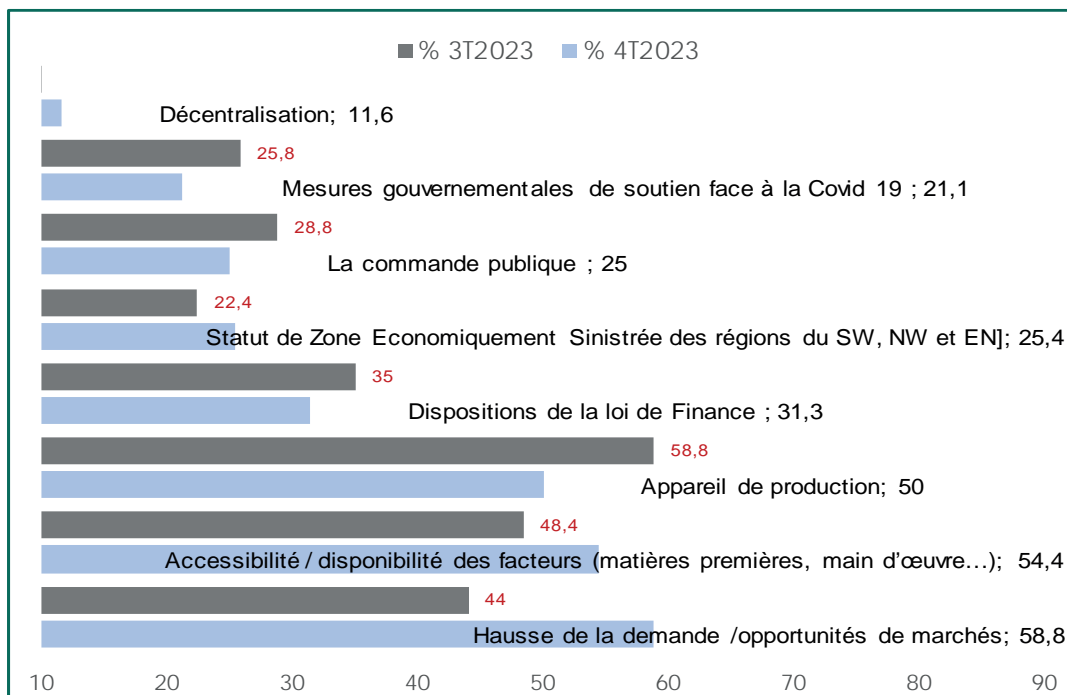


Source : Enquêtes de conjoncture GECAM

### 1.4. Perception de l'importance des Forces et opportunités au 4<sup>ème</sup> trimestre

Le marché, l'accès aux matières premières et l'outil de production sont les principales forces relevées par les entreprises. 58,8% des entreprises citent les opportunités de marché comme principale force contre 44% au 3<sup>ème</sup> trimestre. Concernant l'accessibilité aux matières premières, on observe également une progression du ratio qui passe de 48 à 54,4% entre les deux trimestres. À contrario, le ratio concernant la qualité de l'outil de production décroît de 59 à 50%

Figure 13 : Principales forces de l'environnement des affaires au 4<sup>ème</sup> trimestre comparativement au 3<sup>ème</sup> trimestre (part des Entreprises pour lesquelles la force est importante ou très importante)

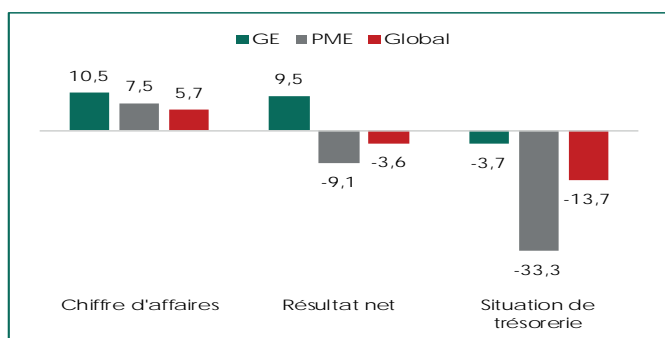


Source : Enquêtes de conjoncture GECAM

## 2. Analyse de la Performance selon la taille : les plus petites restent les plus affectées

Concernant aussi bien le chiffre d'affaires, le résultat net, que la situation de trésorerie, il est observé que les résultats sont toujours plus alarmants en ce qui concerne la PME.

Figure 14: SO des principaux indicateurs de performance suivant la taille des entreprises

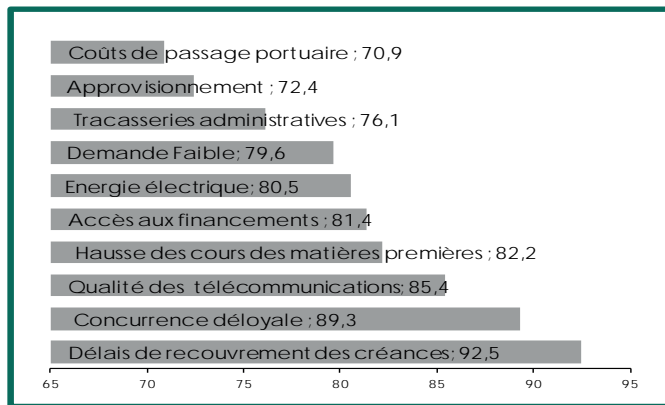


Source : Enquêtes de conjoncture GECAM

Au niveau des PME, le solde d'opinion sur le chiffre d'affaires est positif après 4 trimestres consécutifs négatifs. Il se situe à +5,7p en augmentation de près de 37p en rythme trimestriel et de 13p en rythme annuel. Le solde d'opinions sur la tendance du résultat net tout comme sur la situation de trésorerie sont toujours négatifs, mais en nette amélioration. Concernant le résultat, le solde d'opinion est de -9,1 au 4<sup>ème</sup> trimestre 2023 contre -31,1 au 3<sup>ème</sup> trimestre et -24,7 au 4<sup>ème</sup> trimestre 2022. La situation de trésorerie par contre affiche une dégradation en rythme annuel avec un solde de -33,3 au 4<sup>ème</sup> trimestre contre -23,2 au 4<sup>ème</sup> trimestre 2022.

En termes de faiblesses, les PME sont plus affectées par les les délais de recouvrement des créances (92,5%), la concurrence déloyale (89,3%) et les télécommunications (85,4%). La question énergétique arrive en 6<sup>ème</sup> position et concerne 80,5% des entreprises interrogées.

Figure 15: principales faiblesses pour les PME

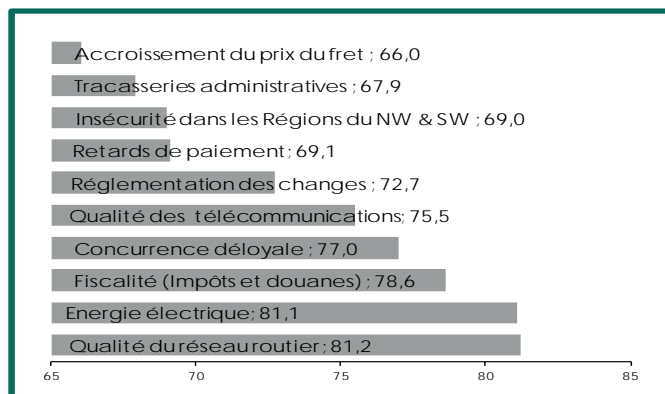


Source : Enquêtes de conjoncture GECAM

Au niveau des **Grandes Entreprises**, le solde d'opinion sur le chiffre d'affaires progresse d'une trentaine de points par rapport au 3<sup>ème</sup> trimestre tout en restant légèrement en déca du niveau d'il y a un an. Il s'agirait donc plus d'un phénomène de rattrapage qu'une réelle performance.

En termes de faiblesse, les GE sont plus sensibles aux questions relatives aux infrastructures routières (81,2%) et énergétiques (81,2%) et la fiscalité pour près de 78,5%.

Figure 16: Principales faiblesses pour les GE



Source : Enquêtes de conjoncture GEC

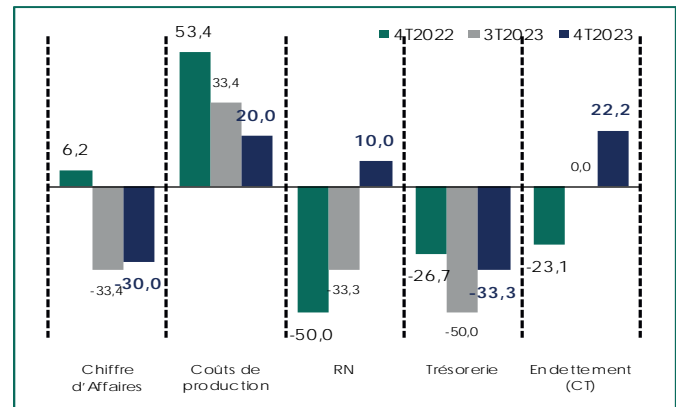
### 3. Dynamiques des indicateurs de performance des Entreprises suivant les secteurs

**Industrie agroalimentaire** : la dynamique est faible, mais positive

Les chefs d'entreprises du secteur de l'industrie agroalimentaire signalent en majorité un chiffre d'affaires qui serait stable en rythme trimestriel, mais en retrait en rythme annuel. Les efforts n'ont donc pas permis de retrouver les sentiers de croissance antérieurs. Sur le résultat et la situation de trésorerie par contre la progression est observable aussi bien en rythme trimestriel qu'en rythme

annuel. Sur le chiffre d'affaires, le solde d'opinion est sorti de la zone négative du 3<sup>ème</sup> trimestre mais est en retrait de 6 points par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2022. La baisse de la demande à la suite de l'inflation pourrait expliquer un ralentissement de la production. Le solde d'opinion sur le résultat, bien que négatif, s'est nettement amélioré par rapport à l'année précédente.

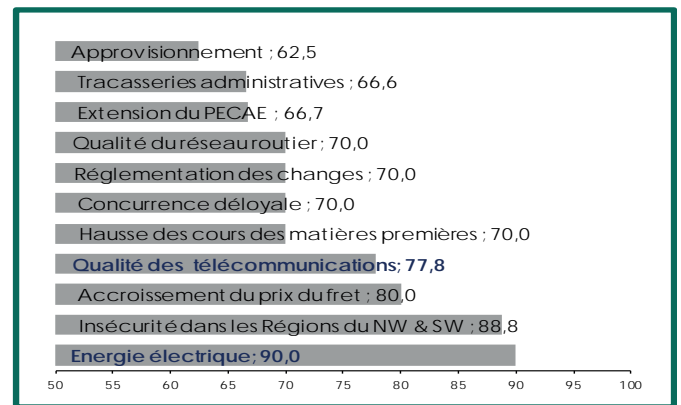
Figure 17: Solde d'opinion sur les indicateurs internes dans l'Agroalimentaire



Source : Enquêtes de conjoncture GECAM

**L'accès à l'énergie est la difficulté majeure des industries.** L'accès à l'énergie, les coûts d'approvisionnement et la concurrence déloyale sont les principaux domaines d'inquiétude pour l'agro-industrie.

Figure 18: Principales faiblesses pour les Industries agroalimentaires



Source : Enquêtes de conjoncture GECAM

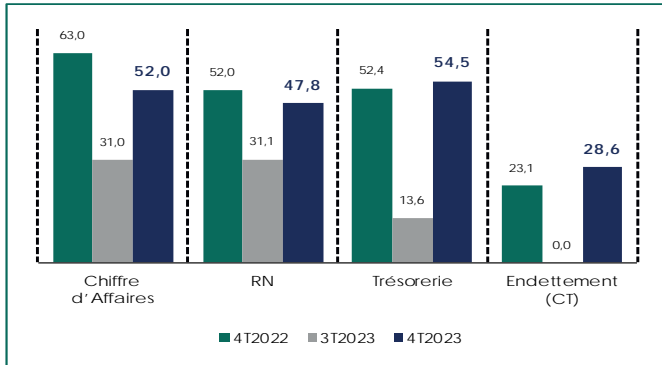
**Banques et Assurances**

Le solde d'opinion sur le chiffre d'affaires est positif et progresse significativement par rapport au trimestre précédent bien qu'inférieur au niveau d'il y a un an. Cette dynamique est également observée pour le résultat net. On relève sur la trésorerie une amélioration du solde d'opinion aussi bien en rythme trimestriel qu'en rythme annuel. Le secteur tire toujours profit des difficultés de trésorerie dans les entreprises qui induisent un recours plus fréquent

aux crédits de courts termes ainsi que de la reprise du commerce extérieur et des opérations de transfert.

Relativement aux services d'assurances, la dynamique positive résulterait essentiellement du renouvellement des contrats.

**Figure 19: solde d'opinions sur les indicateurs internes dans les Banques et Assurances**

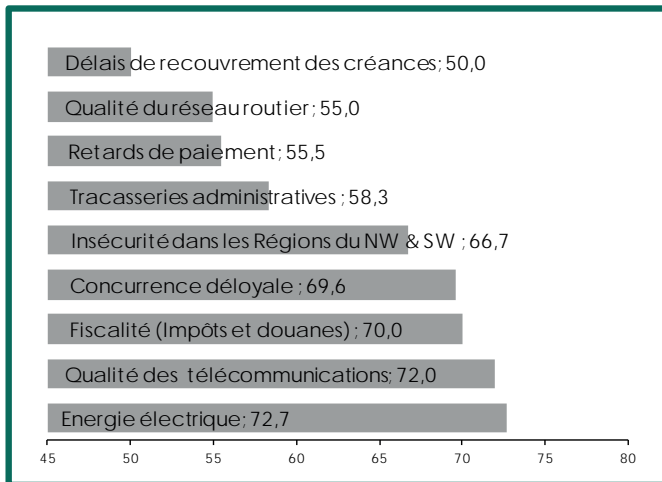


Source : Enquêtes de conjoncture GECAM

**Infrastructures et réglementation de change comme les principales faiblesses.**

Ils sont encore près de 72% à relever l'accès à l'énergie comme une faiblesse majeure, et 72% en ce qui concerne la qualité du réseau des télécommunications.

**Figure 20: Principales faiblesses pour les Banques et Assurances**

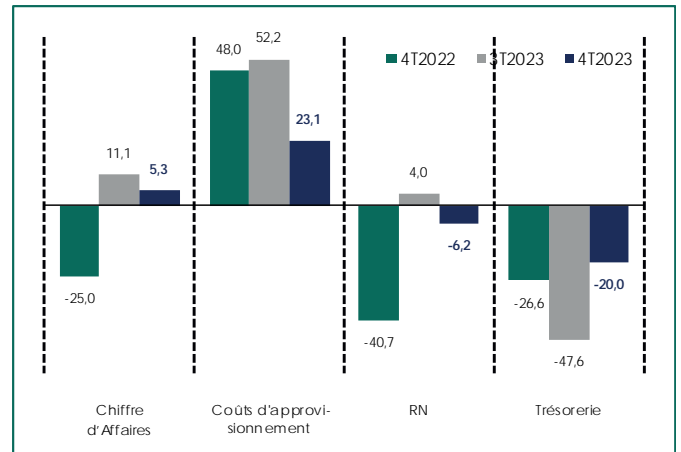


La réglementation des changes reste une préoccupation majeure, citée par 70% des chefs d'entreprises de ce secteur.

**Commerce et distribution,**

Le solde d'opinion sur le chiffre d'affaires reste positif, mais perd près de 6 points par rapport au 3ème trimestre pour se situer à 5,9 points. Toutefois, la situation reste en nette amélioration en glissement annuel.

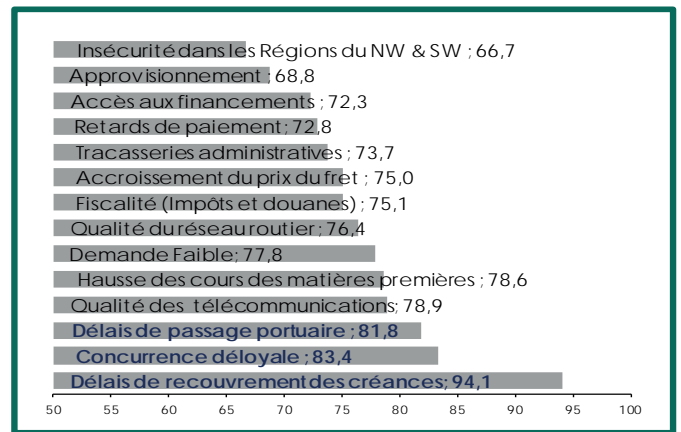
**Figure 21: solde d'opinions sur les indicateurs internes dans le commerce**



Source : Enquêtes de conjoncture GECAM

Recouvrement, concurrence déloyale et délais de passage portuaires sont les principales faiblesses.

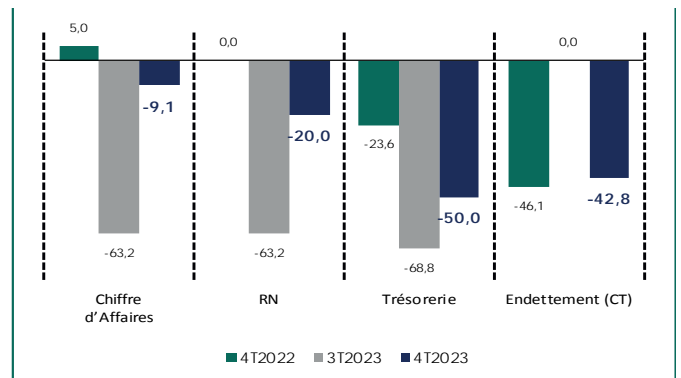
**Figure 22: Principales faiblesses pour le commerce**



**Transport et auxiliaires de transport**

Les entreprises du secteur sont celles qui affichent les indicateurs les plus préoccupants. L'amélioration en rythme trimestriel ne permet pas d'endiguer la dégradation en rythme annuel.

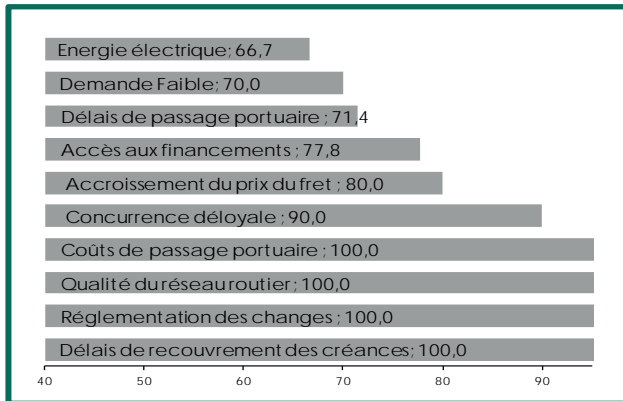
**Figure 23: Solde d'opinions sur les indicateurs internes dans le Transport**



Source : Enquêtes de conjoncture GECAM

Les délais de recouvrement et la qualité du réseau routier sont les principales faiblesses.

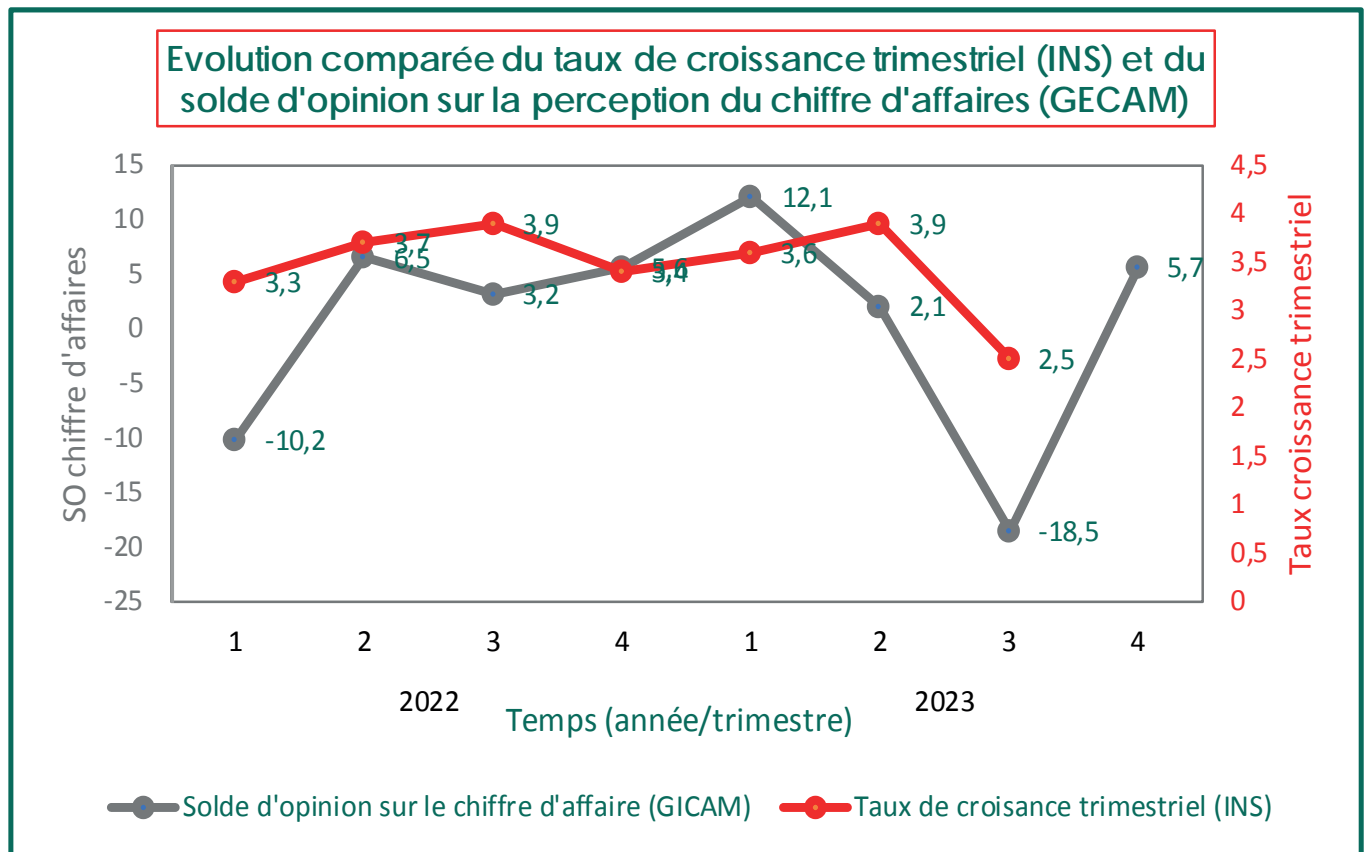
Figure 24: Principales faiblesses pour le Transport



#### 4. Perspectives et implications pour l'économie : un regain de pessimisme de la part des Entreprises

La remontée du solde d'opinion sur le chiffre d'affaires au 4<sup>ème</sup> trimestre après avoir affiché une tendance à la baisse sur les deux derniers trimestres, augure d'une réalisation de croissance en 2023 certes faible mais qui se situerait autour de la moyenne des taux de croissance des trois premier trimestre de l'année soit entre 3 et 4%.

Figure 25 : Dynamique comparée du SO sur le chiffre d'affaires et la croissance trimestrielle du PIB



**Tableau 1: Perception des chefs d'Entreprises de la dynamique des indicateurs de performance internes au 4<sup>ème</sup> trimestre 2023 (en %)**

	Baisse		Stable		Hausse		Solde d'opinion	
	(a)	(*)	(b)	(*)	(c)	(*)	(c-a)	(*)
Chiffre d'affaires	30,9	-12,5	32,5	0,8	36,6	11,7	5,7	24,2
Ventes (volumes)	25,8	-16,8	32,3	-2,1	41,9	18,9	16,1	35,7
Prix de vente sur le marché	13,4	-1,5	75,6	8,3	11	-6,8	-2,4	-5,3
Niveau de production /de fréquentation/etc.	22	-21,8	44,1	1,6	33,9	20,2	11,9	42
Coûts de production	15	3,2	50	-3,9	35	0,8	20	-2,4
Coûts d'approvisionnement	17,6	7	58,8	3,5	23,5	-10,6	5,9	-17,6
Stocks de matières premières	19,6	-13,2	62,7	12,7	17,6	0,4	-2	13,6
Stocks de produits finis	24,6	-8,2	59	12,1	16,4	-3,9	-8,2	4,3
Résultat Net	31,8	-11,1	40	4,6	28,2	6,5	-3,6	17,6
Situation de Trésorerie	40,2	-13,8	33,3	-1,6	26,5	15,4	-13,7	29,2
Endettement (Court Terme)	16,5	-0,9	48,1	-11,7	35,4	12,6	18,9	13,5
Endettement (Moyen/long terme)	9,6	-4,2	64,4	-6,9	26	11	16,4	15,2
Effectifs	12,3	0,2	68	-9	19,7	8,8	7,4	8,6

(\*) Écart par rapport au trimestre précédent

**Tableau 2: Évolution de la perception des tendances de l'activité (3<sup>ème</sup> trimestre 2022 – 4<sup>ème</sup> trimestre 2023)**

	3T2022	4T2022	1T2023	2T2023	3T2023	4T2023
Chiffre d'affaires	3,2	5,6	12,1	2,1	-18,5	5,7
Ventes (volumes)	-10,2	13,9	5,9	-10	-19,6	16,1
Prix de vente sur le marché	0	0	0	-2,6	2,9	-2,4
Niveau de production /de fréquentation/etc.	0	0	0	-10,8	-30,1	11,9
Coûts de production	38,8	37	34,1	38,4	22,4	20,0
Coûts d'approvisionnement	42,2	51,8	41,2	38,7	23,5	5,9
Stocks de matières premières	2	21,8	-1,4	0	-15,6	-2,0
Stocks de produits finis	2,3	-8,3	3,4	-1,3	-12,5	-8,2
Résultat Net	-21	-14,4	-9,8	-1,2	-21,2	-3,6
Situation de Trésorerie	-16,7	-15,2	-9,9	-13,5	-42,9	-13,7
Endettement (Court Terme)	18	4,5	18,1	8,3	5,4	18,9
Endettement (Moyen/long terme)	10,6	2,1	2	-5,4	1,2	16,4
Effectifs	0	8,1	9,5	4,4	-1,2	7,4

**Tableau 3 : Soldes d'opinions sur la tendance des indicateurs de performance suivant les secteurs d'activité au 4<sup>ème</sup> trimestre 2023**

	Chiffre d'Affaires	Ventes	Coûts de production	Coûts d'approvisionnement	Résultat net	Situation de Trésorerie	Effectifs
Industries agro-alimentaires	-30	20	20	-25	10	-33,3	33,3
Métallurgie	-66,7	-100	-33,3	33,3	-66,7	-100	-33,3
Autres industries	0	0	25	20	16,6	0	14,3
Commerce de gros et détail	5,3	23,6	20	23,1	-6,2	-20	-15,8
Banques & Assurances	52	85,7	18,2	30	47,8	54,5	24
Transports, postes et auxiliaires de transport	-9,1	-22,2	0	0	-20	-50	40
Services aux entreprises	-6,2	-9,1	25	16,7	-15,4	-69,2	-5,9
Autres services	50	66,6	100	0	12,5	37,5	20

**Tableau 4 : Perception l'importance des faiblesses de l'environnement des affaires (en %) au 4<sup>ème</sup> trimestre 2023**

		PEU IMPORTANT		IMPORTANT		TRÈS IMPORTANT		AU MOINS IMPORTANT	
		(a)	(*)	(b)	(*)	(c)	(*)	(c-a)	(*)
1	Insuffisance / perturbations de la distribution de l'énergie électrique	17,6	-0,9	38	7,9	44,4	-7	82,4	0,9
2	Concurrence déloyale	18,9	-1	28,8	4,6	52,3	-3,6	81,1	1
3	Mauvaise qualité des télécommunications (téléphone, internet, ...)	20	-7,9	56,5	8,2	23,5	-0,3	80	7,9
4	Mauvaise qualité du réseau routier	24,3	-5,9	36,9	-3,6	38,8	9,5	75,7	5,9
5	Difficultés liées à la réglementation de change	27,5	7	25,5	-7,3	47,1	0,4	72,6	-6,9
6	Insuffisance de la demande	28,6	1,3	50,9	14,3	20,5	-15,5	71,4	-1,2
7	Tracasseries administratives	29,2	1,7	52,2	-4	18,6	2,3	70,8	-1,7
8	Fiscalité (Impôts et douanes)	30,9	-7,8	39,2	1,4	29,9	6,5	69,1	7,9
9	Difficultés d'accès aux financements	32	4,9	23,3	3,9	44,7	-8,8	68	-4,9
10	Hausse des cours des matières premières	34,6	11,1	27,2	-4,2	38,3	-6,8	65,5	-11
11	Difficultés d'approvisionnement	35	13,1	33,8	-1,6	31,3	-11,4	65,1	-13
12	Relèvement des coûts de passage portuaire	36	-5	50,7	8,5	13,3	-3,6	64	4,9
13	Retards de paiement (décomptes des marchés publics, crédits de TVA, délais clients)	36,5	1	28,4	-1,5	35,1	0,5	63,5	-1
14	Accroissement du prix du fret	39,7	-14,7	39,7	13,1	20,6	1,6	60,3	14,7
15	Insécurité dans les Régions du NW & SW	41,1	4,6	32,6	-1,1	26,3	-3,5	58,9	-4,6
16	Allongement des délais de passage portuaire	45,7	-6,2	44,3	10,5	10	-4,3	54,3	6,2
17	Rareté de la matière première	48,3	7	32,8	4,8	19	-11,7	51,8	-6,9
18	Extension du PECAE	51	-8,7	33,3	13,9	15,7	-5,2	49	8,7
19	Poids de la dette de l'entreprise	55	9,2	28,8	-7,3	16,3	-1,8	45,1	-9,1
20	Insuffisance des capacités	62,6	5,2	27,5	-3,6	9,9	-1,6	37,4	-5,2
21	Changements climatiques	63,3	-0,3	24,4	-2,9	12,2	3,1	36,6	0,2
22	Exigence de dépôt préalable des prix	69,1	-3	27,3	5,2	3,6	-2,3	30,9	2,9
23	Ressources Humaines	73,9	1,9	23,9	-1,3	2,3	-0,5	26,2	-1,8



Tableau 5: Perception de l'importance des forces de l'environnement des affaires (en %) au 4<sup>ème</sup> trimestre 2023

		PEU IMPORTANT		IMPORTANT		TRÈS IMPORTANT		AU MOINS IMPORTANT	
		(a)	(*)	(b)	(*)	(c)	(*)	(c-a)	(*)
1	Hausse de la demande /opportunités de marchés	41,2	-14,8	40,2	12,2	18,6	2,6	58,8	14,8
2	Accessibilité / disponibilité des facteurs (matières premières, main d'œuvre...)	45,6	-5,9	43	8,7	11,4	-2,7	54,4	6
3	Statut de Zone Économiquement Sinistrée des Régions du SW, NW et EN]	74,6	-3	16,9	-1	8,5	4	25,4	3
4	Mesures gouvernementales de soutien face à la Covid-19	78,9	4,6	19,3	-3,6	1,8	-1,1	21,1	-4,7
5	Dispositions de la Loi de Finances	68,7	3,8	22,9	-1,8	8,4	-1,9	31,3	-3,7
6	La commande publique	75	3,8	13,6	-3,3	11,4	-0,5	25	-3,8
7	Décentralisation	88,4	-2,2	11,6	4,1	0	-1,9	11,6	2,2
8	Accompagnement des pouvoirs publics	82,7	4,8	5,8	-10,4	11,5	5,6	17,3	-4,8

TABLEAUX SECTORIELS

INDUSTRIE

Tableau 6 : Perception des chefs d'Entreprises de la dynamique des indicateurs de performance internes au 4<sup>ème</sup> trimestre 2023 (en %) dans les industries **Agroalimentaires**

	Baisse		Stable		Hausse		Solde d'opinion	
	(a)	(*)	(b)	(*)	(c)	(*)	(c-a)	(*)
Chiffre d'affaires	60	-6,7	10	10	30	-3,3	-30	3,4
Ventes	30	-20	20	3,3	50	16,7	20	36,7
Prix de vente sur le marché	30		60		10	1,7	-20	13,4
Niveau de production /de fréquentation/etc.	30	-11,7	30	-3,3	40	15	10	26,7
Coûts de production	30	-3,3	20	20	50	-16,7	20	-13,4
Coûts d'approvisionnement	37,5	12,5	50	16,7	12,5	-29,2	-25	-41,7
Stocks de matières premières	30	-20	50	25	20	-5	-10	15
Stocks de produits finis	20	-30	40	6,7	40	23,3	20	53,3
Résultat Net	40	-18,3	10	-6,7	50	25	10	43,3
Situation de Trésorerie	44,4	-5,6	44,4	-5,6	11,1	11,1	-33,3	16,7
Endettement (CT)	22,2	12,2	33,3	-46,7	44,4	34,4	22,2	22,2
Endettement (MT & LT)	22,2	12,2	44,4	-45,6	33,3	33,3	11,1	21,1
Effectifs	11,1	2,8	44,4	-30,6	44,4	27,7	33,3	24,9

**Tableau 7 : Perception l'importance des faiblesses de l'environnement des affaires (en %) au 4<sup>ème</sup> trimestre 2023 dans les industries Agroalimentaires**

Rang		4T2022	3T2023	4T2023
1	Energie électrique	88	82	90
2	Insécurité dans les Régions du NW & SW	86	82	89
3	Accroissement du prix du fret	93	58	80
4	Qualité des télécommunications	69	75	78
5	Hausse des cours des matières premières	100	92	70
6	Concurrence déloyale	69	92	70
7	Règlementation des changes	88	82	70
8	Qualité du réseau routier	88	64	70
9	Extension du PECAE	69	42	67
10	Tracasseries administratives	80	100	67
11	Approvisionnement	87	67	63
12	Fiscalité (Impôts et douanes)	67	75	60
13	Coûts de passage portuaire	80	82	60
14	Changements climatiques	63	46	57
15	Délais de recouvrement des créances	86	58	56

**SERVICES**
**Tableau 8 : Perception des chefs d'Entreprises de la dynamique des indicateurs de performance internes au 4<sup>ème</sup> trimestre 2023 (en %) au 4<sup>ème</sup> trimestre 2023 (en %) dans le Commerce**

	Baisse		Stable		Hausse		Solde d'opinion	
	(a)	(*)	(b)	(*)	(c)	(*)	(c-a)	(*)
<b>Chiffre d'affaires</b>	26,3	0,4	42,1	5,1	31,6	-5,4	5,3	-5,8
<b>Ventes</b>	17,6	-15,7	41,2	11,6	41,2	4,2	23,6	19,9
<b>Prix de vente sur le marché</b>	0		75		25	-8,3	25	0
<b>Coûts d'approvisionnement</b>	40	15	20	-30	40	15	0	0
<b>Stocks de produits finis</b>	20	20	40	-35	40	15	20	-5
<b>Résultat Net</b>	23,1	23,1	30,8	-17	46,2	-6	23,1	-29,1
<b>Situation de Trésorerie</b>	0	-16,7	80	21,7	20	-5	20	11,7
<b>Endettement (CT)</b>	44,4	14,4	22,2	-17,8	33,3	3,3	-11,1	-11,1
<b>Endettement (MT &amp; LT)</b>	25	-3	56,3	16,3	18,8	-13,2	-6,2	-10,2
<b>Effectifs</b>	40	-12,4	40	-2,9	20	15,2	-20	27,6

**Tableau 9 : Perception l'importance des faiblesses de l'environnement des affaires (en %) au 4<sup>ème</sup> trimestre 2023 au 4<sup>ème</sup> trimestre 2023 (en %) dans le Commerce**

Rang		4T2022	3T2023	4T2023
1	Délais de recouvrement des créances	80	96	94
2	Concurrence déloyale	83	77	83
3	Délais de passage portuaire	80	56	82
4	Qualité des télécommunications	55	88	79
5	Hausse des cours des matières premières	89	82	79
6	Demande Faible	81	67	78
7	Qualité du réseau routier	77	78	76
8	Fiscalité (Impôts et douanes)	88	78	75
9	Accroissement du prix du fret	92	38	75
10	Tracasseries administratives	90	85	74
11	Retards de paiement	78	62	73
12	Accès aux financements	66	63	72
13	Approvisionnement	79	91	69
14	Insécurité dans les Régions du NW & SW	80	70	67
15	Extension du PECAE	75	43	63

**Tableau 10 : Perception des chefs d'Entreprises de la dynamique des indicateurs de performance internes au 4<sup>ème</sup> trimestre 2023 (en %) au 4<sup>ème</sup> trimestre 2023 (en %) dans les Banques et Assurances**

	Baisse		Stable		Hausse		Solde d'opinion au	
	(a)				(c)		(c-a)	
Chiffre d'Affaires	16	-4,7	16	-11,6	68	16,3	52	21
Résultat Net	17,4	-6,7	17,4	-3,3	65,2	10	47,8	16,7
Situation de Trésorerie	9,1	-18,2	27,3	-4,5	63,6	22,7	54,5	40,9
Endettement (CT)	7,1	-12,9	57,1	-2,9	35,7	15,7	28,6	28,6
Endettement (MT & LT)	0	-23,1	64,3	2,8	35,7	20,3	35,7	43,4
Effectifs	8	-7,4	60	6,2	32	1,2	24	8,6

**Tableau 11 : Perception l'importance des faiblesses de l'environnement des affaires (en %) au 4<sup>ème</sup> trimestre 2023 au 4<sup>ème</sup> trimestre 2023 (en %) dans le **Banques et assurances****

Rang		4T2022	3T2023	4T2023
1	Energie électrique	76	79	73
2	Qualité des télécommunications	88	74	72
3	Règlementation des changes	75	70	71
4	Fiscalité (Impôts et douanes)	52	57	70
5	Concurrence déloyale	77	56	70
6	Insécurité dans les Régions du NW & SW	70	65	67
7	Demande faible	52	54	65
8	Tracasseries administratives	61	36	58
9	Retards de paiement	64	63	56
10	Qualité du réseau routier	75	60	55
11	Délais de recouvrement des créances	70	60	50
12	Accès aux financements	54	65	42
13	Ressources Humaines	50	21	40
14	Coûts de passage portuaire	43	58	33
15	Hausse des cours des matières premières	33	57	31

**Tableau 12 : Perception des chefs d'Entreprises de la dynamique des indicateurs de performance internes au 4<sup>ème</sup> trimestre 2023 (en %) au 4<sup>ème</sup> trimestre 2023 (en %) dans le **Transport****

	Baisse		Stable		Hausse		Solde d'opinion	
	(a)				(c)		(c-a)	
Chiffre d'affaires	36,4	-26,8	36,4	-0,4	27,3	27,3	-9,1	54,1
Prix de vente sur le marché	0		100		0	0	0	7,7
Résultat Net	40	-23,2	40	3,2	20	20	-20	43,2
Situation de trésorerie	62,5	-6,3	25	-6,3	12,5	12,5	-50	18,8
Endettement (CT)	57,1	37,1	28,6	-31,4	14,3	-5,7	-42,8	-42,8
Endettement (MT & LT)	14,3	14,3	85,7	19	0	-33,3	-14,3	-47,6
Effectifs	0	-5,3	60	-34,7	40	40	40	45,3

**Tableau 13 : Perception l'importance des faiblesses de l'environnement des affaires (en %) au 4<sup>ème</sup> trimestre 2023 au 4<sup>ème</sup> trimestre 2023 (en %) dans le **Transport****

Rang		4T2022	3T2023	4T2023
1	Délais de recouvrement des créances	67	100	100
2	Réglementation des changes	63	90	100
3	Qualité du réseau routier	63	91	100
4	Coûts de passage portuaire	81	50	100
5	Concurrence déloyale	89	78	90
6	Qualité des télécommunications	78	50	89
7	Accroissement du prix du fret	63	17	80
8	Accès aux financements	56	62	78
9	Délais de passage portuaire	73	38	71
10	Demande Faible	50	72	70
11	Approvisionnement	73	67	67
12	Energie électrique	88	50	67
13	Fiscalité (Impôts et douanes)	44	35	64
14	Retards de paiement	40	46	56
15	Extension du PECAE	58	33	50

Notre métier,  
vous permettre  
d'exercer le vôtre  
en toute sécurité

Nos 5 métiers  
complémentaires  
pour conjuguer sécurité  
et performance à toutes  
les étapes de vos projets



Inspection



Essais & Mesures



Formation



Certification & Labellisation



Conseil & Accompagnement technique

(+237) 6 99 89 09 29

[www.apave.com](http://www.apave.com)

[contact.cameroun@apave.com](mailto:contact.cameroun@apave.com)

apave



INSTITUT UNIVERSITAIRE  
DU GOLFE DE GUINEE

Une Grande Université  
Une Grande Histoire

30<sup>Ans</sup>  
de Formation  
d'Innovation  
et d'Expertise

Nos FORMATIONS

- Brevet de Technicien Supérieur (BTS)
- Higher National Diploma (HND)
- Licence Académique
- Licence Technologique
- Licence Professionnelle
- Professional Bachelor's Degree
- Bachelor of Technology
- Professional Master
- Master of Sciences
- Master Professionnel

Classes Prépa

Cycle Ingénieur  
02 ans à l'IUG  
03 ans en France

ISEN  
PARIS

PARTENARIATS AVEC DES UNIVERSITES

Nationales : Dschang, Buea, Douala, Ngaoundéré & Bamenda  
Internationales : Montpellier, Haute Alsace, IUT Colmar

BP: 12489 PK8 Douala

691 14 37 31

Tél:(237) 233 43 04 52

[www.univ-iug.com](http://www.univ-iug.com)



iug douala

ADMISSION  
SUR  
LE DOSSIER

ETUDE DE DOSSIER

Apave Cameroun



50

collaborateurs



+350

clients



25

années d'activité



7

pays d'intervention

Guinée Equatoriale, RCA, RDC,  
Burundi, Gabon,  
Rwanda, Tchad



2

implantations

Yaoundé et Douala



Activité ciblée dans  
le bâtiment, l'agro-alimentaire,  
l'industrie, le secteur  
tertiaire et l'oil and gas

## ABONNEMENT POUR INSERTION 2024

(Tenant lieu de bon de commande)

Entreprise: .....

Donneur d'ordre: ..... Fonction: .....

E-mail: ..... Tél.: ..... Portable: .....

Fichier à fournir par l'annonceur (PDF, EPS)

PMI/PME ≤ 3 MILLIARDS				
EMPLACEMENT	MONTANT TTC EN F.CFA			
	Pour 01 parution	Pour 02 parutions	Pour 03 parutions	Pour 04 parutions
2 <sup>ème</sup> de couverture	1 000 000 ○	900 000 x 2 ○	850 000 x 3 ○	800 000 x 4 ○
3 <sup>ème</sup> de couverture	800 000 ○	750 000 x 2 ○	700 000 x 3 ○	650 000 x 4 ○
4 <sup>ème</sup> de couverture	1 000 000 ○	900 000 x 2 ○	850 000 x 3 ○	800 000 x 4 ○
Double page intérieure	1 200 000 ○	1 100 000 x 2 ○	1 000 000 x 3 ○	900 000 x 4 ○
Pleine-page intérieure	450 000 ○	400 000 x 2 ○	350 000 x 3 ○	300 000 x 4 ○
Demi-page intérieure	250 000 ○	200 000 x 2 ○	170 000 x 3 ○	150 000 x 4 ○

GRANDES ENTREPRISES				
EMPLACEMENT	MONTANT TTC EN F.CFA			
	Pour 01 parution	Pour 02 parutions	Pour 03 parutions	Pour 04 parutions
2 <sup>ème</sup> de couverture	1 200 000 ○	1 100 000 x 2 ○	1 000 000 x 3 ○	900 000 x 4 ○
3 <sup>ème</sup> de couverture	1 000 000 ○	900 000 x 2 ○	850 000 x 3 ○	800 000 x 4 ○
4 <sup>ème</sup> de couverture	1 200 000 ○	1 100 000 x 2 ○	1 000 000 x 3 ○	900 000 x 4 ○
Double page intérieure	1 500 000 ○	1 300 000 x 2 ○	1 200 000 x 3 ○	1 100 000 x 4 ○
Pleine-page intérieure	600 000 ○	550 000 x 2 ○	450 000 x 3 ○	400 000 x 4 ○
Demi-page intérieure	350 000 ○	300 000 x 2 ○	250 000 x 3 ○	200 000 x 4 ○



Nous joignons à la présente fiche, le paiement d'un montant TTC de FCFA (en lettre) .....

Modalités de paiement:      Chèque       Espèces       Virement à l'ordre du GICAM

Compte N° : 10005 00002 09105291001-65 - FIRST BANK BONANJO

NB : Cette fiche est un bon de commande irrévocable, une fois signée par le soucripteur

Fait à ..... le.....

Signature et cachet précédés  
de la mention "lu et approuvé"



Groupement  
des **Entreprises**  
du **Cameroun**

*Stronger  
Together*

